

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

SOIS BELLE,
CONSUMME ET
TAIS-TOI !

Alain Adriaens
Page 23

LA SANTÉ EN SYSTÈME CAPITALISTE

Page 9

POUR UNE
TRANSFORMATION
RADICALE DES
BANQUES

Robin Delobel
Page 19

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - rue Fernand Bernier, 15, 1060 Saint-Gilles, Bruxelles

Illustration: Éponine Cottey



SOMMAIRE

JE REFUSE QU'ON INSTALLE
UN COMPTEUR « INTELLIGENT »
CHEZ MOI

Paul Lannoye / Page 3

LE STORYTELLING
DU JOURNAL LE SOIR

Alexandre Penasse / Page 4

LE CÔTÉ LUMINEUX
DU DÉSESPOIR

Pablo Servigne et Raphaël Stevens / Page 5

MALENTENDU MALTHUS

Bernard Legros / Pages 6-7

THÉRAPIES

Jean-Pierre L. Collignon / Page 8

DOSSIER
LA SANTÉ EN SYSTÈME
CAPITALISTE

Coordonné par Alexandre Penasse

Pages 9-17

LES ÉCRANS OU LA FABRIQUE DE L'AUTISME

A.P. / Pages 10-11

LA MÉDECINE HYPERCONNECTÉE NOUS REND MALADES

Alain Adriaens / Pages 12-13

LA BUREAUCRATIE HOSPITALIÈRE :
RENCONTRE AVEC DEUX MÉDECINS

A.P. / Pages 14-15

LES MAISONS MÉDICALES :
UN CONTRE-MODÈLE À LA MÉDECINE MARCHANDE ?

A.P. et A.A. / Pages 16-17

LES DÉCHETS NUCLÉAIRES :
NÉGATION DE L'AVENIR

Francis Leboutte / Page 18

POUR UNE TRANSFORMATION
RADICALE DES BANQUES

Robin Delobel / Page 19

LE SEL DE LA VIE

Léonore Frenois / Page 20

BRÈVES

Page 20

VU, LU, ENTENDU

Pages 21-22

SOIS BELLE,
CONSOMME ET TAIS-TOI !

Alain Adriaens / Page 23

LE COURRIER DES LECTEURS

Page 24

DES INTERSTICES,
RELIÉS ENTRE EUX

Illustration: Emilie Dubois

« L'absurde surgit de la confrontation entre l'appel humain et le silence déraisonnable du monde ».

Albert Camus

Des interstices, oui, des interstices, voilà ce qu'il faut. Des brèches, des ouvertures, qui permettent d'échapper au spectacle quotidien, celui où se crée un monde qui n'existe que parce qu'il est montré tel en nous insinuant qu'il n'y en aurait pas d'autres, où les homélies politico-médiatiques quotidiennes d'un « retour de la croissance » côtoient les injonctions à la concurrence et à la compétition. Ce monde des uns contre les autres, de la sauvagerie capitaliste, est déjà à l'agonie, et c'est parce qu'il est à l'agonie qu'il est d'autant plus redoutable. S'il portait déjà en ses origines l'inscription du déluge et de l'impossibilité de se réaliser totalement sans d'un même coup annihiler les hommes et détruire leur espace vital, dans son délire actuel il appelle plus que jamais à un besoin d'interstices où l'on peut s'insinuer, s'échapper, vibrer, sentir dans ses tripes que si on est le plus souvent séparés par la machinerie capitaliste, on peut être ensemble, que les contestations radicales éparpillées peuvent résonner, et s'unifier... du moins on essaie encore d'y croire.

Les interstices ne sont toutefois pas suffisants. Parsemés entre les espaces de la communication officielle du pouvoir, ils restent à l'état d'unités isolées ; ils sont utiles, nécessaires, indispensables, mais il leur manque une chose pour s'établir réellement dans la réalité et assurer un changement véritable dans le cours des choses : se relier les uns aux autres. Car un interstice seul est une fente tenue entre de larges espaces, alors que mises ensemble, ces fentes, par la seule communication, deviennent elles-mêmes de vastes espaces qui peuvent rivaliser avec ce contre quoi elles luttent chacune : ce monde absurde et sa perpétuation. Une fois relié en toile d'araignée, ce qui n'était qu'interstice devient contre-pouvoir, possibilité alors d'un changement réel. C'est ce que tente à sa façon de faire l'appel lancé par *Initiatives-Décroissantes* « Bientôt il sera trop tard »⁽¹⁾.

Comment faire ? Établir la liste de ceux qui sont prêts à s'unir. Les relier. Agir. Un journal est pour cela un formidable outil de médiatisation, non plus dans son sens

premier de propager et faire connaître quelque chose, mais dans cet aspect matériel même qui par la propagation d'idées peut concrétiser la rencontre de ce qui était rendu séparé par la nécessité d'un système productiviste ayant obligatoirement besoin que les gens ignorent leur capacité, ensemble, de changer les choses, et qui doit les faire vibrer par le pouvoir d'achat pour compenser cette perte de la rencontre.

Le monde du théâtre est un formidable exemple de vivier de subversion⁽²⁾. Certains nous contactent depuis quelque temps. Dans leurs pièces, ils parlent de la même chose que nous, d'une autre façon. Comme nous, ils ne font pas du spectacle, mais disent le spectacle qu'ils voient quotidiennement, qui leur donne la nausée ; comme nous, ils ouvrent des brèches de réalité, ils dénoncent le monde qu'on nous fait, auquel on participe aussi, et esquissent celui qu'on pourrait avoir. De la même façon, le résultat de leurs œuvres participe de cette décolonisation de notre imaginaire. Ils nous montrent que les anciens ont quelque chose à nous dire, que les livres nous grandissent ; que ceux que la pensée bourgeoise a présentés comme des beaufs avaient des choses à nous apprendre et une réflexion parfois profonde. Ils rendent visibles ce que d'autres ont dit avant, ils nous préviennent que les catastrophes qui ont eu lieu ailleurs ont donné des enseignements qu'on nous cache. Que l'apocalypse est peut-être en suspens⁽³⁾.

Ils créent, résistent, œuvrent. Ils vivent, contre un système qui veut nous tuer, nous vend de la mort, de la merde..., et du vent pour nous faire oublier l'odeur.

Unissons-nous, avec eux. Et avec d'autres.

Alexandre Penasse

(1) www.kairospresse.be/article/lappel-bientot-il-sera-trop-tard

(2) Ne nous y trompons pas, ce n'est évidemment pas le cas de l'ensemble du monde théâtral...

(3) Nous pensons aux dernières pièces que nous avons pu voir au Théâtre de la Vie : *La Montagne* (Les 2 Frida), *La compatibilité du Caméléon* (phos/Phor), et au Théâtre de Poche : *L'Herbe de l'Oubli* (Point Zéro).

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été tiré à 2 000 exemplaires

Routage : Cambier

Éditeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
rue Fernand Bernier, 15
1060 Saint-Gilles, Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/880 21 17
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements
Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia,
Marie-Claire, Alain



Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs
Paul Lannoye, Raphaël Stevens, Bernard Legros (B.L.), Pablo Servigne, Jean-Pierre Léon Collignon, Gwenaël Bréès, Alain Adriaens (A.A.), Robin Delobel

Ont contribué à ce numéro
Anne-Lise Ducanda, Patricia, Roland, Christophe Cocu, Francis Leboutte, Léonore Frenois, Sébastien Gillard.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber!

Illustrations
Éponine Cottet, Emilie Dubois, Aurélie Garnier, Arianna Simoncini, Ellis van der Does, Coline Sauvand, Victorien Ezard, Léa Viana Ferreira, Olivier Spinewine, Anir Amsky, Alexis Grasset, Doriane Millet, Bertrand Panier, Ariane Hugues, Léonore Frenois, Aude Soudrille, Camilo Collao

JE REFUSE QU'ON INSTALLE UN COMPTEUR « INTELLIGENT » CHEZ MOI



Illustration: Aurélie Gamier

Le 11 janvier dernier, le Ministre Crucke, en charge de l'énergie, a annoncé le dépôt d'un projet de décret qui va encadrer le déploiement des compteurs « intelligents » en Wallonie. Présenté comme un outil essentiel à la transition énergétique, le compteur « intelligent » devrait être accueilli avec enthousiasme par tous. Pourtant, j'ai la ferme intention de le refuser, au risque de contrarier le Ministre, son administration, les experts qui le conseillent et le gestionnaire du réseau (ORES, en l'occurrence).

Je serai sans doute classé comme ringard, voire comme technophobe ou tout simplement emmerdeur, mais je m'en moque. Je n'aime pas qu'on impose, au nom du progrès, une « solution » qui ne me plaît pas et dont j'ai toutes les raisons de me méfier. A fortiori, si on ajoute que les bons vieux compteurs « stupides » vont cesser d'être fabriqués, ce qui ne nous laisserait donc pas le choix. En outre, j'ai toutes les raisons de mettre en doute le tableau idyllique qui nous est présenté, décrivant les nombreux avantages de cet outil anodin et si commode chargé de mesurer notre consommation d'électricité.

Grâce au nouveau compteur, nous allons, paraît-il, pouvoir consommer moins d'électricité. La possibilité nous sera offerte en effet de suivre en continu notre consommation sur l'écran de notre ordinateur ou de notre smartphone. Ainsi, nous pourrions nous organiser pour que nos appareils domestiques consomment au meilleur moment. En fait, quand notre frigo, notre machine à laver et notre aspirateur seront devenus eux aussi « intelligents », c'est-à-dire connectés, le gestionnaire du réseau pourra lui-même piloter notre comportement. Autre atout du compteur intelligent : c'est lui-même qui enverra au gestionnaire du réseau nos données de consommation par ondes électromagnétiques. Fini de devoir accueillir l'employé chargé de relever les données affichées par le compteur stupide qui est encore le nôtre aujourd'hui. Fini aussi cette insupportable corvée qui consiste à relever nous-mêmes, une fois par an, ces données au cas où le rendez-vous avec ledit employé aurait été manqué.

IMPACTS DU « CONFORT »

Bref, c'est le confort qui nous est offert ! Offert, pas vraiment. Ce confort a un coût, que ni le Ministre, ni les experts, ni le gestionnaire du réseau n'évoquent. Ce coût, bien entendu, c'est nous, usagers, qui devrions le supporter. Un coût économique d'abord. Je signale au passage qu'il a été jugé par le gouvernement allemand trop élevé pour justifier le recours généralisé aux compteurs « intelligents ».

Le remplacement de nos compteurs stupides par des « intelligents » entraîne des surcoûts cachés :

- la durée de vie des nouveaux compteurs est estimée à 15 ans contre 40 ans pour les anciens ;
- le risque de pannes et de dysfonctionnements est clairement plus élevé pour un système électronique que pour un système électromécanique ;
- la surconsommation d'électricité due au fonctionnement du compteur lui-même et du système de communication qui lui est lié n'est pas du tout négligeable.

Le coût en termes de sécurité et de protection de la vie privée est, quant à lui, insupportable. Les installations électriques sont déjà parasitées par les charges non linéaires dues à certains équipements nouveaux... La transmission de données va s'ajouter à cette pollution de l'alimentation électrique et engendrer un vieillissement prématuré de certains appareils et la possibilité d'apparition de points chauds avec risque d'incendies à la clé (plusieurs incendies ont eu lieu en France à la suite de l'installation d'un compteur intelligent).

Beaucoup plus préoccupant est le potentiel intrusif du compteur intelligent. C'est l'outil idéal pour s'immiscer dans la vie privée puisqu'il permet de suivre en permanence nos allées et venues et même de connaître notre mode de vie intime. Qu'est-ce qui empêchera à terme le gestionnaire du réseau de vendre les données personnelles à ceux qui souhaitent en disposer pour compléter le traçage de nos concitoyens. Sans oublier, le risque évident de piratage. On sait que les compteurs ne sont protégés que par des codes assez rudimentaires qu'il est facile de casser pour prendre leur contrôle.

Et le coût pour notre santé ? Les ondes radioélectriques, surtout lorsqu'elles sont pulsées, sont problématiques pour la santé des personnes exposées à des niveaux désignés par la loi comme inoffensifs mais classés comme probablement cancérigènes par l'OMS et mutagènes, neurotoxiques et toxiques pour la reproduction par tous les scientifiques spécialistes en bio-électromagnétisme.

On objectera que le type de compteur envisagé en Wallonie utilise pour la transmission des données le circuit électrique (technique de courants porteurs en ligne - CPL2) en superposant au courant en 50Hz un signal de haute fréquence (dans la gamme allant de 50 à 150kHz). Cette technique contribue donc à polluer le réseau intérieur de l'habitation en transformant tous les câbles en antennes émettrices. Aucune étude ne permet d'affirmer à ce jour que cela n'a pas d'effet sur la santé. De nombreuses personnes électro-hypersensibles soumises à ce type

d'environnement font état de la dégradation de leur santé.

LE COMPTEUR « INTELLIGENT » L'EST-IL VRAIMENT ?

Selon le Ministre Crucke, les experts de la CWAPE et les directives européennes, les compteurs « intelligents » vont encourager l'efficacité énergétique. À ce jour, aucune étude sérieuse n'a pu démontrer la véracité de cette affirmation. Si on accompagne la pose généralisée de compteurs intelligents d'une conscientisation et d'une formation des citoyens, il faudrait s'attendre à une légère réduction de consommation (de 5 à 15%) selon certains analystes. Mais quelle est la contribution réelle du compteur à ce résultat ? La motivation du citoyen n'est-elle pas l'élément déterminant ? Le résultat ne serait-il pas meilleur si on adoptait une tarification progressive, intelligente de l'électricité ?

Je ne vois, à ce stade, que deux grands gagnants dans l'opération « compteurs intelligents ». Les fabricants de compteurs d'abord. Ils bénéficient d'un marché captif d'envergure européenne : l'installation de 200 millions de compteurs en Europe dans les 15 ans représente en effet 40 milliards d'euros. Les gestionnaires du réseau ensuite. La suppression d'emplois pour le relevé des compteurs leur permet de réduire les coûts puisque la pose des nouveaux compteurs sera à charge des usagers.

En outre, les gestionnaires de réseau seront en mesure de commander à distance des fonctions aussi intéressantes pour eux que l'ouverture, la fermeture ou la réduction de puissance des compteurs. Ainsi, le citoyen-consommateur d'électricité sera-t-il à la merci du distributeur. Sale temps pour les personnes en situation précaire et les distraits. Ce n'est pas un hasard si la première étape du déploiement des compteurs « intelligents » vise la clientèle des dépositaires d'un compteur à budget.

Je ne suis ni électro-hypersensible, ni en situation précaire, ni opposé au progrès, si par progrès on entend amélioration des conditions de vie de tous dans le respect du monde vivant. Mais je suis très soucieux de l'avenir et de la santé de nos enfants et petits-enfants. Le compteur communicant - arrêtons de le dire intelligent - est un outil de contrôle des personnes, dangereux, intrusif et nocif. Son utilité est plus que contestable. J'ai la responsabilité et le droit de le refuser et de conseiller à tous de faire de même.

Paul Lannoye, Président du Grappe

LE STORYTELLING DU JOURNAL LE SOIR

Dans le cadre d'un cycle de conférences autour de la question des médias à Bruxelles, nous avons eu l'occasion de nous rendre au débat de clôture « *Quels médias pour Bruxelles* », organisé par la *Brussels Academy*. Béatrice Delvaux, l'inénarrable éditorialiste en chef du journal *Le Soir*, était de la partie. L'occasion de lui poser une question, dont la réponse, véritable *storytelling* du *Soir*, sonne comme toutes les fables de ces *managers* qui veulent nous convaincre que « *ce n'est pas parfait, mais tout va bien* »⁽¹⁾.

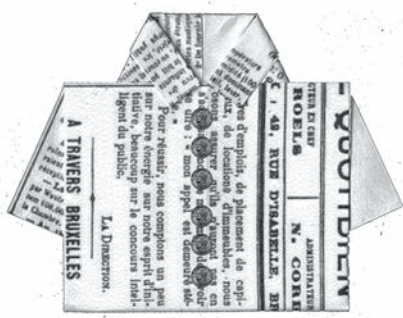


Illustration: Arianna Simoncini

Alors que les intervenants débattent autour de « comment médiatiser Bruxelles », vaste programme... la parole est donnée à la salle.

A.P. : C'est intéressant de savoir si l'on parle aux Bruxellois ou pas, mais j'ai l'impression qu'il est plus intéressant de se demander qui leur parle, d'où on leur parle. La plupart des médias dominants appartiennent à des grandes familles et traitent les informations d'une manière qui n'est pas très intéressante pour les classes populaires, quand on sait qu'à Bruxelles la pauvreté ne fait qu'augmenter. Alors, Madame Delvaux, je ne vais pas vous demander si la famille Hurbain, qui est votre patron, 117^{ème} fortune belge avec 169.471 millions d'euros, a une influence sur votre ligne éditoriale, parce que vous me direz que non, comme tous le disent. Mais je vais vous demander pourquoi vous pensez que de telles familles acquièrent les médias, se les approprient?

Modérateur : Excusez-moi, mais je ne vois pas le rapport ?

A.P. : Écoutez, peut-être que des gens le voient, je ne sais pas...

Béatrice Delvaux : Je vais peut-être vous raconter une histoire, parce que l'histoire est toujours vertueuse. Cette fameuse famille Hurbain, qui s'appelait Rossel au début, a créé le journal *Le Soir* il y a 130 ans. Savez-vous pourquoi elle l'a fait ? Parce qu'à l'époque tous les titres de presse appartenaient à des groupes politiques ou à des groupes financiers. Il y a un gars, qui gagnait beaucoup d'argent avec la publicité, qui estimait que l'information n'était pas accessible au plus grand nombre. Il a donc créé le journal *Le Soir*, à l'époque comme un journal gratuit avec pour vocation d'être neutre. C'était l'équivalent d'internet gratuit ou de *Métro* (sic), bien avant la lettre. La seule chose qu'on payait, c'était quelques centimes pour les étages que faisait le livreur pour apporter le journal. *Le Soir* a été créé pour être lu de la concierge à l'homme d'affaires, avec une volonté d'être extrêmement pratique pour tout le monde.

C'est à ce point vrai que les Allemands, quand ils sont arrivés en 40, ont décidé de prendre possession du journal, parce que c'était bien plus utile de le prendre que de créer un propre organe de propagande. Les Bruxellois ne pouvaient en effet pas se passer du *Soir*, s'ils voulaient savoir où acheter des

pommes de terre, du charbon, un vélo... ils devaient le faire via *Le Soir*.

Je vous raconte ça parce que la famille Hurbain ne s'est pas enrichie et n'a pas pris possession d'un média, la famille Rossel a créé un média démocratique et s'est engagée à suivre la ligne rédactionnelle qui est, aujourd'hui, toujours la sienne. Et ce n'est pas la famille Hurbain-Rossel qui en est défenderesse, bien que je vous le dise, comme vous vous attendiez à me l'entendre dire, mais je ne peux que le dire parce que c'est une vérité qui me concerne depuis plus de trente ans : je ne subis pas d'influence et on écrit ce qu'on veut. Je pense que, sur nombre de sujets, si mon patron devait écrire, il n'écrirait pas ce que j'écris, je peux vous l'assurer. Et je le remercie tous les jours de me laisser faire. Et par ailleurs, s'il lui prenait l'envie de venir guider ma plume, il y a ce qu'on appelle une société de journalistes au *Soir*, qui a montré à de nombreuses reprises qu'elle était la meilleure défenseure de la ligne éditoriale. Nous ne sommes pas parfaits, mais je pense vraiment que l'intérêt pour les luttes, pour les égalités... On est un journal progressiste (...) avec toutes les imperfections qu'on peut avoir, mais je ne pense pas qu'on peut dire que le projet rédactionnel soit influencé par une famille de riches qui a décidé de claquer son pognon avec une danseuse, mais qui au contraire a mis l'information au centre de son activité (...) En tous cas, je ne peux pas laisser le procès d'intention s'installer, et je vous dis qu'en fait ce n'est pas juste : « Ce n'est pas nécessairement parce qu'une famille est riche qu'elle influence la ligne éditoriale ».

L'HISTOIRE « VERTUEUSE », POUR CERTAINS...

La communicante connaît son texte. Il en ressort des éléments qui illustrent parfaitement quelques

principes fondamentaux de la pensée libérale-capitaliste.

- Le ton est solennel, plein de certitudes. Elle raconte l'Histoire, qui serait « toujours vertueuse ». C'est la grande histoire, celle du journal qui naît comme force d'opposition, origine qui ne pourrait que se refléter dans son fonctionnement actuel. C'est le mythe du bon, du brave, qui a contesté pour le bien commun, avec ses deux grands moments : la fondation héroïque et la mainmise des forces totalitaires qui s'emparent de l'outil de liberté ;
- La comparaison de l'audace du *Soir* historique avec celle du *Métro* actuel, véritable sac à pubs qui n'est gratuit que par l'absence concrète de transaction financière directe, en dit long sur ce que sont les principes d'un journal libre pour Béatrice Delvaux ;
- Le journal lu autant par la concierge que par l'homme d'affaires, pensée propre à cette idéologie de l'unité qui exclut toutes notions de classes sociales et d'exploitation ;
- Cette tendance à feindre l'imperfection, à affecter le doute : « *Nous ne sommes pas parfaits* », « *Nous essayons de faire le mieux qu'on peut* », pour mieux souligner implicitement une forme de neutralité et de recherche de la perfection, mettant à l'abri de tout soupçon ;
- Et enfin, le point le plus important : la confirmation que parler d'influence du propriétaire d'un média sur son fonctionnement ne serait qu'une forme de procès d'intention.

Superbe performance, au cours de laquelle la représentante du quotidien aura réussi une chose : ne pas répondre à la question « *pourquoi pensez-vous que de telles familles acquièrent les médias ?* »

Alexandre Penasse

(1) La deuxième question était : « *Après la victoire du banquier Macron, vous écriviez "Macron, la chance de l'Europe". Alors, je me demande si vous réécririez la même chose aujourd'hui ?* ». En gros, la « réponse » est oui. Pour l'entendre, reportez-vous à la vidéo en ligne.

LE CÔTÉ LUMINEUX DU DÉSESPOIR

Dans notre société, on a tendance à éviter les émotions dites « négatives » comme la colère ou la tristesse, au profit des émotions « positives ».
Mais à quel coût ?

C'est un choc. Prendre conscience qu'il est trop tard pour limiter le réchauffement climatique « à moins de 2°C » et que les conséquences seront (et sont déjà) catastrophiques... Constaté le déclin massif des populations d'animaux... Ou encore découvrir des molécules toxiques dans les tissus des bébés... Tout cela provoque une grande détresse psychique : sentiment d'impuissance, peur, colère, tristesse ou culpabilité, toutes ces émotions peuvent nous envahir et nous submerger, régulièrement, entre les périodes de déni de la vie quotidienne.

RÉPRIMER LES SENTIMENTS « NÉGATIFS »

Le premier réflexe est de réprimer ces affects. Certes il y a les us et coutumes de notre société. Il est de bon ton de les garder dans la sphère privée et de ne surtout pas « charger » les autres avec sa propre peur, colère ou tristesse. Ce serait mal vu, preuve d'irrationalité, de faiblesse (c'est bien connu, les vrais hommes ne pleurent pas), ou pire, de passivité (passez à autre chose bon sang !). Et c'est sans compter sur le fait que ces catastrophes nous affectent réellement, profondément, et qu'il est plus facile de les mettre sous le tapis, faute de mieux, et de trouver un moyen de consolation, parmi ceux que nous offre la société de consommation...

Il est aussi intéressant de constater que les scientifiques sont aussi concernés. Celles et ceux qui étudient le changement climatique ou la destruction de la biodiversité sont sévèrement touchés par cette détresse, mais ils s'interdisent de le montrer en public par réserve et par souci d'objectivité, pour produire à tout prix un discours dépassionné⁽¹⁾. Il est clair que pour un scientifique, faire état de ses émotions affecterait son jugement, et donc sa rationalité. Résultat ? Des colloques où se mélangent cynisme, dépressions et humour noir...⁽²⁾

DES ÉMOTIONS QUI ONT POURTANT DU SENS

Heureusement, certains scientifiques ne s'interdisent pas de faire état des émotions... des autres. Par exemple, une étude réalisée par la psychologue Susanne Moser sur les communautés côtières de Californie touchées par le changement climatique montre que les facteurs qui comptent le plus dans la fabrication d'une vision d'avenir souhaitable sont l'attachement au lieu de vie et les réactions émotionnelles liées au changement climatique, bien loin devant les solutions techniques. Un participant à l'étude témoignait : « Eh bien, c'est tellement déprimant. Et je pense que l'apathie des humains est tellement déprimante. Je peux difficilement m'y faire. ... Je vois la décadence de la civilisation, et ça me tue. ... Je vais vous paraître horrible. La terre est un organisme auto-régulé. Elle nous supprimera, et tout



Illustration: Ellis van der Does

ira mieux. Pour les humains, d'accord - c'est peut-être ce que nous nous sommes infligés. Mais ce sont les animaux... Voir des images d'ours polaires accrochés à de petits morceaux de glace - ... ça me fait pleurer »⁽³⁾.

Pour l'écopsychologue Joanna Macy, « en tant que société, nous sommes coincés entre le sentiment d'une apocalypse imminente et la peur de la reconnaître. Et c'est à cet endroit précis que nos réponses sont bloquées et confuses »⁽⁴⁾. Et si nous osions le reconnaître ? Et s'il nous fallait plonger la tête la première dans ces émotions pour retrouver du sens dans nos vies ?

LA PERTE ET LE DEUIL

L'idée d'un deuil à traverser est particulièrement fertile. Le deuil est une réponse naturelle à la perte d'un être cher, un lieu, un souvenir, une icône, un avenir, un mode de vie. Accepter de passer par toutes les phases jusqu'à l'acceptation ; comprendre que chacun est pris dans un processus dynamique et complexe ; laisser ce processus naturel de transformation et de cicatrisation se faire lentement mais sûrement... Les spécialistes du deuil le savent bien, il faut minimum deux ans, c'est très dur, mais c'est la seule manière d'aller de l'avant !⁽⁵⁾

Pour avancer sur ce chemin, le psychologue et auteur étasunien Francis Weller nous offre une formidable grille de lecture, ainsi que des rituels pour apprivoiser ces ombres⁽⁶⁾. Pour lui, il est indispensable d'effectuer un travail de « pleurs » (*grief*), de plonger dans le désespoir, de se laisser aller au chagrin de la perte des êtres et des choses qui nous sont chères : ceux et celles que l'on aime, certaines parties du monde, ce que nous désirons et que nous n'aurons jamais, etc.. Mieux, il faut rendre ce chemin sacré comme de nombreuses cultures l'ont fait depuis des milliers d'années.

Comment de tels sentiments pourraient nous inciter à agir, ou rendre la vie plus positive ? Tout cela est totalement contre-intuitif ! Comme le dit Joanna Macy, « un cœur qui s'ouvre peut contenir tout l'univers ». Aussi étonnant que cela puisse paraître, le partage du chagrin, du désespoir et des autres sen-

timents « négatifs » permet d'accéder à la joie, élément indispensable à l'action positive. La proposition est de ne surtout pas chercher à s'en défaire en les réprimant (c'est impossible et contre-productif), mais plutôt essayer de les reconnaître et de les partager.

Tout cela vous semble à côté de la plaque ? Trop ésotérique ? Trop « spirituel » ? Le constat est identique chez certains scientifiques, comme les chercheurs australiens en science de l'environnement Jon Barnett, Petra Tschakert, Lesley Head et W. Neil Adger, qui remarquent dans un article publié dans la revue *Nature Climate Change* que la notion de perte (*loss*) n'est pas encore assez comprise et théorisée, et qu'elle est pourtant au cœur des questions climatiques⁽⁷⁾. Selon eux, il y a urgence à traiter la question de la perte des lieux, de paysages, de cultures, de santé physique ou psychique, de proches, d'objets qui nous sont chers, de rêves, de liberté, etc. Tout ce dont les catastrophes climatiques nous priveront et privent déjà de nombreuses personnes à travers le monde.

Finalement, la perte questionne la notion de valeur. Qu'est-ce qui compte vraiment pour nous ? À quoi tenons-nous ? C'est-à-dire qu'est-ce qui donne du sens à nos vies ? C'est un recoin sacré de notre humanité... auquel on accède par des chemins souvent sombres. Mais est-ce si « négatif » que cela ?

Pablo Servigne & Raphaël Stevens

(1) L. Head & T. Harada, « Keeping the Heart a Long Way from the Brain: The Emotional Labour of Climate Scientists », *Emotion, Space and Society*, 2017, pp. 344-1.

(2) Clive Hamilton, *Requiem pour l'espèce humaine* Faire face à la réalité du changement climatique, Presses universitaires de Sciences Po, 2013.

(3) « Navigating the political and emotional terrain of adaptation: Community engagement when climate change comes home » In Moser, S.C. and M. T. Boykoff, *Successful Adaptation to Climate Change: Linking Science and Policy in a Rapidly Changing World*, Routledge, 2013, pp. 289-305.

(4) J. Macy, « Working through Environmental Despair », in T. Roszak, M. E. Gomes, and A. D. Kanner (dir), *Restoring the Earth, Healing the Mind*, Counterpoints, 1995, p. 242.

(5) C. Fauré, *Vivre le deuil au jour le jour*, Albin Michel, 2012.

(6) F. Weller, *The wild edge of sorrow*, North Atlantic Books, 2015.

(7) J. Barnett, J. P. et al., « A Science of Loss », *Nature Climate Change*, n°6, 2016, pp. 976-78.

MALENTENDU MALTHUS

Après La Boétie (cf. *Kairos* n° 27), je me pencherai cette fois sur un autre penseur pré-marxiste, Thomas Robert Malthus (1766-1834), et sur son apport à la cause anti-productiviste. Connu comme un des premiers économistes classiques, ce pasteur anglican a été diabolisé tant par la gauche que par la droite ; rien d'étonnant à cela, puisque les deux côtés traditionnels du spectre politique communient depuis longtemps dans ce culte du Progrès que les thèses de l'*Essai sur le principe des populations* (1798, réédité en 1803) précisément contredisaient⁽¹⁾. Les églises, les armées, les commerçants et les politiciens de son temps, qui préféraient l'optimisme d'Adam Smith et de Condorcet, l'ont également cloué au pilori. Au XX^e siècle, il a cependant retrouvé une certaine visibilité grâce, assez étonnamment, à John Maynard Keynes. Pour y voir clair et sortir du « malentendu Malthus », il convient d'abord de séparer sa raison théorique de sa raison pratique, autrement dit de le contraster⁽²⁾. Puis, dans un second temps, d'examiner la valeur de ses prédictions et analyses sur le long terme, le tout dans une volonté de le questionner, avant d'éventuellement le réhabiliter en partie.

DES LIMITES... POUR LES PAUVRES !

Malthus est détesté à la fois pour ses intuitions sur les bornes naturelles à la croissance - à droite et parfois aussi à gauche - et pour en avoir tiré des conclusions éthiquement scandaleuses - surtout à gauche. Comme la natalité incontrôlée des pauvres multipliait les bouches à nourrir et que les ressources agricoles étaient limitées, il fallait les inciter à ne pas se marier trop tôt et à rester chastes - ce qu'il appelait « l'obstacle privatif » -, puis possiblement laisser « l'obstacle destructif » (famine, guerres, maladies) faire le boulot si la première tactique - dite aussi la « prudente retenue » - n'avait pas porté ses fruits (ou plutôt avait porté des fruits !). Il s'opposait logiquement aux lois anglaises d'aide aux indigents qui amenaient des effets pervers comme d'avoir « contribué à élever le prix des subsistances et à abaisser le prix réel du travail »⁽³⁾. Chaque pauvre devait se questionner sur ses choix procréatifs, prendre ses responsabilités et respecter les lois naturelles, plutôt que d'accuser le gouvernement et les riches d'être à l'origine de ses maux. Promoteur de l'individualisme et de l'inégalité, ce Malthus-là provoque l'indignation de toute la gauche, à juste titre. Proudhon et Marx en disaient le plus grand mal. Il y avait pourtant une vertu cachée dans son raisonnement. S'il s'opposait aux ardeurs natalistes des nécessiteux, c'était dans l'objectif de ne pas augmenter la misère globale : « [...] quand je recommande de ne pas faire naître plus d'enfants que le pays n'en peut nourrir, c'est précisément afin de nourrir tous ceux qui naissent »⁽⁴⁾. Il divise par contre la droite. Si l'aile réactionnaire ne s'offusque pas trop des propos anti-pauvres, l'aile libérale l'a pris en grippe car il réfute le principe du *no limit*. Eh oui, l'anti-malthusianisme, le fanatisme du Marché et le techno-scientisme forment une « maudite trinité ». Regardez des libéraux anglo-saxons comme Robert Solow, William D. Nordhaus, Colin Clark, Harold J. Barnett ou encore Paul Romer, il y a fort à parier qu'ils exècrent tous le pasteur. En France, l'économiste Elie Cohen y va aussi de son couplet anti-malthusien⁽⁵⁾. Bien que digne religieux, Malthus contrariait également ses contemporains par son athéisme dans le domaine politique : s'il y avait bien une Providence, il ne fallait

pas compter sur elle pour apporter une solution aux problèmes matériels des hommes. Par effet d'imitation, pendant longtemps les écologistes ont évité de se référer à lui, quand ils ne le réprouvaient pas. Idem pour les objecteurs de croissance. Mais cela est en train de changer peu à peu. Malthus redeviendrait-il fréquentable ? Peut-être, mais à condition de le « couper en deux ».

REFLUX ET RETOUR DU MALTHUSIANISME...

L'histoire du XX^e siècle a invalidé la principale thèse malthusienne, à savoir le risque de famine par surpopulation ; comme la population suivait une progression géométrique, alors que les rendements agricoles suivaient une progression seulement arithmétique, la collision entre les courbes devait être inévitable. C'était sans compter sur la mécanisation, la mise au point d'intrants chimiques azotés, la « révolution verte », l'augmentation des surfaces cultivables par la déforestation, l'explosion de la consommation d'énergie, les progrès de l'hygiène de la médecine, qui au contraire ont stimulé la démographie durant le siècle précédent. Le pasteur s'était donc trompé, un homme aussi mauvais ne pouvait d'ailleurs pas avoir raison, rideau ! Sauf que ce début de XXI^e siècle confirme la validité fondamentale de son diagnostic. Tous les écologistes et les scientifiques sérieux constatent que nous touchons aux limites, le « jour de dépassement » étant là pour le rappeler sinistrement chaque année, de plus en plus tôt. Ce « jour » n'est-il pas d'ailleurs rétrospectivement un concept malthusien ?

Et il y eut des précédents. En 1951, le rapport Paley alertait le gouvernement américain sur l'épuisement des ressources minérales ; plus connu, le rapport Meadows *Halte à la croissance ?*, en 1972, s'inscrivait dans la même optique⁽⁶⁾. Beaucoup fustigent Malthus pour son darwinisme social avant la lettre, mais les néo-malthusiens actuels savent qu'incriminer la démographie seule est réducteur, puisque le niveau de consommation et la dangerosité des techniques jouent aussi leur rôle dans les atteintes à la nature - c'est la fameuse formule « I = PAT⁽⁷⁾ » de Paul Ehrlich. Comme le préconise le philosophe Clive Hamilton, « [...] la réponse à la crise climatique actuelle se trouve dans la réhabilitation, auprès de la classe moyenne, des vertus de modération et de frugalité⁽⁸⁾. » Une désescalade technologique serait tout aussi indispensable. Toutefois, l'augmentation de la population mondiale⁽⁹⁾ n'arrange pas les choses, d'autant plus qu'une proportion d'entre elle, de moins en moins négligeable dans les pays émergents (les BRICS), se hisse dans la classe moyenne, dans une sorte d'effet rebond à l'envers. Agir culturellement et politiquement sur le taux de natalité rencontrerait une forte inertie du phénomène. Raison de plus de s'attaquer sans tarder au problème, soutient Roland Barthès, porte-parole de l'association Démographie responsable⁽¹⁰⁾. C'est là que l'on accuse souvent le malthusianisme d'être un eugénisme, ce qui est un contre-sens ; car qu'à voir une maîtrise raisonnable, égalitaire et démocratique de la natalité - à savoir une simple diminution du nombre d'êtres humains à naître, toutes classes sociales confondues - avec le « projet d'améliorer l'espèce humaine de génération en génération par la procréation dirigée et la sélection des êtres humains⁽¹¹⁾ » ? La dénatalité (relative) a une visée seulement quantitative et découle de la politique et de la morale, alors que celle de l'eugénisme est qualitative et découle de la science. Certes, le pasteur peut être vu comme un

« eugéniste social » ne touchant pas à la natalité des riches, seulement à celle des pauvres, mais en aucun cas - à moins de tomber dans l'anachronisme - comme un représentant de l'eugénisme biologique, dont le coup d'envoi allait être donné des décennies plus tard par son compatriote Francis Galton. Sus également à la surconsommation et à l'innovation technique débridée ? Là non plus, la partie n'est pas gagnée ! On oublie trop souvent que le malthusianisme n'est pas que démographique, il est aussi économique, ce que son théoricien a développé dans ses *Principes d'économie politique* (1820). Son annonce que le capitalisme serait à terme menacé par le chômage est aujourd'hui infirmée. Par contre, comme Marx mais avant lui, il avait vu juste en craignant des crises de surproduction générale.

... OU ADIEU À MALTHUS ?

Kenneth Boulding, Hugues Stoeckel ou encore Jared Diamond nous apprennent ce qu'est la capacité de charge d'un environnement : jusqu'où ses ressources naturelles peuvent se renouveler sans qu'il soit irrémédiablement détruit, ou dégradé pour longtemps par une population trop nombreuse. Le dernier précise que « l'idée, toujours répandue de nos jours, selon laquelle nous pouvons favoriser le bonheur humain simplement en augmentant la production alimentaire sans tenir simultanément la bride à la croissance démographique est vouée à n'entraîner qu'échec et frustration »⁽¹²⁾, donnant en exemple le Rwanda, le Burundi et Haïti, trois pays à la superficie réduite où la surpopulation⁽¹³⁾ a entraîné mécaniquement la diminution des surfaces arables et la production d'une quantité de déchets difficilement éliminables.

Mais il en faut bien plus pour entamer l'optimisme de certains. Comme exemple actuel de prophylaxie anti-malthusienne, on trouve le dernier ouvrage de l'économiste Pierre-Noël Giraud *L'homme inutile. Du bon usage de l'économie*. L'auteur reconnaît que l'histoire longue depuis le néolithique a corroboré le modèle de Malthus. Mais cela va changer, dit-il, au point que le XXI^e siècle dira un définitif « adieu à Malthus »⁽¹⁴⁾. Il parie sur une stabilisation démographique à 10 milliards avant la fin du siècle, couplée à « des capacités techniques démultipliées et aujourd'hui inimaginables »⁽¹⁵⁾. Il reconnaît certes que « l'extinction de la contrainte malthusienne par la décroissance du nombre des hommes sera [en effet] précédée de son exacerbation »⁽¹⁶⁾, mais cela ne l'empêche pas d'affirmer par ailleurs, avec sa casquette d'économiste, qu'il sera possible de doubler la production agricole mondiale en 2050 ; que nous ne manquerons pas de matières premières minérales, car « on trouvera des substituts si l'augmentation des prix le justifie »⁽¹⁷⁾ ; que nous ne tomberons pas davantage à cours d'énergies fossiles, puisque les réserves prouvées de pétrole, entre autres, sont évaluées à 225 milliards de barils... Ouf ! Dans un « principe espérance » cornucopien, il annonce que nous ne connaissons pas de problèmes de ressources en amont, seulement en aval, car il admet quand même, ayant participé aux travaux du GIEC, que les diverses pollutions et retombées sont préoccupantes. La conclusion de son chapitre II est exemplative d'une indéradicable conception progressiste de l'histoire, bizarrement mâtinée de catastrophisme, et pour tout dire d'une grande confusion : « Une humanité de 4 milliards d'individus à la fin du XXI^e siècle ayant engrangé près de 2 siècles de progrès techniques supplémentaires, vivra très bien, si elle le veut, sur une planète dont la température moyenne aura augmenté de 4 à 5° C. Certaines zones, peut-être très vastes, seront abandon-



nées aux déserts, y compris aux déserts radioactifs en raison des quelques Fukushima que nous n'éviterons pas. Ce seront les cicatrices laissées par le dernier siècle malthusien de l'histoire humaine. [...] ⁽¹⁸⁾ ». Et Giraud de prédire encore, pour s'en réjouir, le clonage et la résurrection des mammouths, la numérisation totale du globe, l'intelligence artificielle supplantant le cerveau humain, l'espérance de vie toujours intacte...

ET LE NÉO-MALTHUSIANISME ?

Concentrés sur la doctrine originelle de Malthus, nous avions presque oublié son avatar de la charnière des XIX^e et XX^e siècles, le néo-malthusianisme,

d'inspiration anarchiste, qui reprenait à son compte le souci de la pression démographique, mais dans une optique cette fois égalitaire, émancipatrice et féministe. Limiter les naissances est un droit qui touche d'abord à la liberté des femmes de faire la « grève des ventres » pour éviter de fournir des bras à l'industrie, de la chair à canon et à prostitution. Les néo-malthusiens revendiquaient donc le droit à la contraception et à l'avortement, ce qui leur valut de gros ennuis avec la justice de leur temps. De nos jours, leurs thèses ne sont pas plus prisées que celles du malthusianisme des origines, la majeure partie des néo-féministes s'en étant détournées au profit des études de genres, à la mode depuis une vingtaine d'années. Comment conclure à propos du levier de la natalité ? Il devrait être pris en égale considération avec la décline espérée de

la surconsommation et de la haute technologie, et sans se focaliser sur la production de nourriture qui agit comme un arbre masquant la forêt. Comme le disait avec humour l'écologue Paul Sears (1891-1990), « *Même si chaque homme est assuré d'une ration suffisante, il est néanmoins plus agréable de ne pas être obligé de manger debout !* »⁽¹⁹⁾. Parmi les 14 recommandations des 15.000 membres de l'Alliance of World Scientists qui ont signé un appel retentissant à la COP23 (*Warning to humanity*), deux concernent spécifiquement le contrôle démographique⁽²⁰⁾. Le temps d'un certain Malthus est revenu. Ou l'âge des limites⁽²¹⁾, si vous préférez.

Bernard Legros

(1) Précisément, Malthus aurait espéré pouvoir assimiler le progrès et la croissance, mais ne pensait pas que ce fût possible.

(2) Tout comme on a séparé l'œuvre d'Adam Smith en deux en y voyant un « problème », les thèses de *La richesse des nations* (1776) désavouant celles de *La théorie des sentiments moraux* (1759).

(3) *Essai sur le principe de population*, Flammarion, 2010, p. 68.

(4) *Ibidem*, p. 258.

(5) France-Inter, 27 décembre 2017.

(6) Même s'il concerne les ressources physiques et non directement le vivant.

(7) Impact = Population x Affluence x Technique.

(8) Clive Hamilton, *Requiem pour l'espèce humaine*, Les presses de sciences-po, 2013, p. 59.

(9) Pour rappel, un million d'êtres humains supplémentaires arrivent sur Terre tous les 5 jours.

(10) Michel Sourrouille (dir.), *Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie*, Sang de la Terre, 2013, pp. 31-49. Voir aussi www.demographie-responsable.org.

(11) Jean-François Mattéi, *Questions de conscience. De la génétique au transhumanisme*, Les liens qui libèrent, 2017, pp. 44 & 45.

(12) Jared Diamond, *Effondrement*, Gallimard, 2006, p. 380.

(13) Les densités de population sont respectivement de 456 (Rwanda), 398 (Burundi) et 403 (Haïti) habitants/km² (source : Wikipedia).

(14) Pierre-Noël Giraud, *L'homme inutile. Du bon usage de l'économie*, Odile Jacob, 2017, chapitre II, pp. 63-116.

(15) *Ibidem*, p. 64.

(16) *Ibidem*, p. 91.

(17) *Ibidem*, p. 97.

(18) *Ibidem*, p. 115. Vous avez bien lu : Giraud fait des pronostics pour le XXI^{ème} siècle !

(19) Cité in Jean Dorst, *La nature dé-naturée*, Seuil, 1965, p. 36.

(20) Ce qui signifie donc que les 12 autres ne concernent pas la démographie. Soyons rassurés sur leurs intentions ! Cf. <https://sciences-critiques.fr/nouvel-avertissement-a-lhumanite/>.

(21) Cf. Serge Latouche, *L'âge des limites*, Mille et une nuits, 2012.

THÉRAPIES



Illustration: Victorien Ezard

Tous n'en mouraient pas mais tous étaient atteints » disait le célèbre fabuliste. Non pas de la grippe saisonnière, ou si peu, ni de quelque mystérieuse maladie virale, infectieuse ou autre. Aucun microbe là-dessous, ni de bactéries tueuses. Est-ce donc si grave, docteur ? Oui ma petite dame, c'est grave, très grave ! Car jusqu'à preuve du contraire, la science est inopérante en cette terrible affaire, cette épidémie qui frappe de plus en plus de citoyens, à peu près toutes catégories confondues. Mais quelle est donc cette chose, peut-on la nommer, l'identifier, en faire en quelque sorte le portrait ? En déterminer la cause, les origines ? Oui et non. Enfin, essayons. Cela, voyez-vous a un rapport avec un sentiment que nous connaissons toutes et tous et qui se nomme la honte, ou la gêne ; enfin, vous savez bien, ce malaise qui nous assaille de n'avoir pas été *droit dans ses bottes* dans telle ou telle situation. Cela va du petit mensonge sans gravité à la trahison de la confiance que le conjoint, l'ami très cher mettait en nous. Pour le dire plus brutalement, cocufier l'époux ou l'épouse, le meilleur ami ou le contrôleur des contributions nous met, pour autant que nous ayons une conscience digne de ce nom, dans un embarras qui peut virer à l'obsession paranoïaque. Cela est très embêtant bien que, chez certains et non des moindres, la conscience de ce mal infligé à autrui ne suscite aucune compassion ni ne s'accompagne de la moindre affliction.

Ainsi en est-il pour ces gens que l'on qualifie, trop souvent légèrement, de « personnalités » ou d'« éminences » et qui ont, à ce que l'on prétend, vocation à servir. On l'aura compris, nous parlons ici des femmes et des hommes « qui font carrière » dans la politique avec plus ou moins de bonheur. Des carrières qui peuvent être très longues, riches de revirements et de petits et grands arrangements,

au gré des fluctuations qui sont le propre de ce milieu. Bien évidemment, là comme ailleurs, il y a de notables exceptions mais elles sont plutôt rares, il faut en convenir ; mais ce ne sont pas elles qui nous intéressent ici. Celles et ceux qui sont l'objet de notre courroux, nos lectrices et nos lecteurs les connaissent fort bien et les journaux en parlent à longueur de colonnes, le plus souvent plus ou moins en bien, parfois avec cette pointe de désapprobation polie comme il sied lorsque l'on a pour mission d'informer le bon peuple. Ces gens, qui sont aujourd'hui et pour encore pas mal de temps aux affaires, qui gouvernent et légifèrent comme on le sait et comme on le voit, provoquent chez beaucoup d'entre nous ce sentiment de honte et de gêne à les entendre à tout bout de champ sortir les pires inepties, marteler les plus scandaleuses et mensongères affirmations à propos de tout et de n'importe quoi. Sur l'immigration, nous avons le détestable Théo Francken, sale petit bonhomme aux dents pointues pour lequel les mots compassion, humanité, respect, s'apparentent à de l'injure ; au-dessus de lui - si cela est possible ! - Charles Michel, menteur, fourbe, parjure et hypocrite premier ministre de ce gouvernement, qui est le pire que nous ayons à supporter depuis le tristement célèbre « Martens-Gol » des années 80.

Quant à la majorité de ceux qui forment cette pénible équipe et qui appartiennent à d'autres partis, ils ont, comme on dit, les doigts sur la couture du pantalon, même si, de-ci de-là, depuis peu, quelques voix timidement s'élèvent pour, tout de même, fustiger telle ou telle déclaration ou prise de position par trop outrancière venue du fer de lance de la NVA dans le gouvernement, le nommé Francken, donc. Pour ce qui est de l'opposition, certes, elle ne ménage pas ses critiques et ses anathèmes à l'encontre de Charles Michel, lequel résiste autant qu'il le peut avec sa désormais légendaire mauvaise foi agrémentée d'un embarras qu'il camoufle avec une difficulté affligeante à chacune de ses interventions publiques. Quant à Bart de Wever, le donneur

d'ordre de Charles Michel, son sans-gêne et son aplomb n'ont pas fini de nous étonner.

Bref, chers compagnons de route de notre estimée revue (que le monde entier nous envie), nous sommes, vous, moi et quantité d'autres, cocus, trompés, humiliés et trahis de la plus funeste manière et cela provoque en nous une honte irrépressible et une gêne monumentale auxquelles il nous faut bien tenter de trouver remède ou, au moins, d'en atténuer les néfastes effets. Et, comme la médecine traditionnelle ne nous est, en l'occurrence, pratiquement d'aucun secours, il faut bien s'en remettre à des remèdes, certes peu conventionnels, mais qui peuvent se révéler efficaces. Le rire, par exemple, le bon gros rire que d'aucuns qualifieraient volontiers de grossier, est une des façons le mieux à même de nous sortir de la morosité attristée que provoque en nous le lamentable spectacle des agissements de ces crétins. L'utilisation d'antidépresseurs, soumis à la prescription médicale, est une piste à envisager mais les risques d'accoutumance menacent fort de mener à une apathie qui ne servirait qu'à miner nos défenses naturelles. La révolte et les manifestations de notre colère et de notre indignation sont les bienvenues, mais leur portée et leur impact sur une opinion léthargique et soumise pourraient desservir notre juste cause. Enfin, le suicide - poil aux rides, disait le grand Desproges, peut être envisagé, mais il faut bien avoir conscience que c'est là une option qui n'est défendable que si elle est le fait d'un nombre élevé de candidats, aux motivations clairement et publiquement exprimées.

Enfin, tout de même, ce sera bientôt le cinquantième anniversaire d'un printemps mémorable et la sève (la fièvre ?) pourrait bien ne pas monter qu'aux arbres...

Jean-Pierre L. Collignon

DOSSIER LA SANTÉ EN SYSTÈME CAPITALISTE : UN BIEN COMMUN ?

« C'est la société qui multiplie les causes d'inadaptation physique, mentale et sociale et qui rend nécessaire ensuite la dépense de sommes fantastiques pour soigner, réinsérer ou maintenir en vie les inadaptés ».

« Les citoyens ont une conscience accrue de leur dépendance vis-à-vis de l'entreprise médicale, mais ils pensent que c'est un phénomène irréversible. Ils identifient cette dépendance au progrès »
Ivan Illich, *Nemesis médicale*, œuvre complète, vol.1, Fayard, p.657 et 681.

Qu'est-ce que la santé dans un monde qui érige le profit comme valeur ultime ? À cette question, la réponse semble assez simple : un système bureaucratique de gestion de la maladie dont le bien-être du patient n'est plus l'objectif ultime – même si c'est une conséquence qu'il peut atteindre. À toutes les autres interrogations que ce thème suscite, nous ne prétendons pas répondre en quelques pages de ce dossier, mais espérons qu'il soulèvera quelques doutes, certitudes, désaccords ou pas.

Nous ouvrons celui-ci par une rencontre avec le Docteur Anne-Lise Ducanda (10-11), qui travaille en France (Evry) à la Direction de la protection maternelle infantile et de la santé. En quinze années, elle a vu les ravages progressifs de la généralisation des écrans sur le développement des enfants. Elle ne parle pas moins que du « *plus grand défi de santé publique* », en ajoutant que « *c'est tout l'avenir de notre société qui est en jeu* ». Baigné dans un environnement publicitaire, l'injonction à consommer plus pour que croisse le PIB s'inscrit pourtant en totale opposition avec ce défi majeur que le docteur Ducanda identifie.

Dehors, on continue donc à fabriquer du malade : air vicié, pollution intérieure due aux composants de produits manufacturés, malbouffe, stress, société instaurant la déliaison et donc la solitude... tout cela rend malade, et il serait mensonger de dire que ça ne fait pas un certain bien, financier, à une minorité. Dans le même temps, la médecine s'adjoint la puissance de contrôle des nouvelles technologies, inaugurant l'ère de la « médecine connectée » (12-13), qui n'est pas sans lien avec le premier sujet de ce dossier... Mine d'or pour les multinationales, ces projets signent l'avenir d'un sujet robotisé et surmédicalisé, qui, loin d'être autonome, dépendra dorénavant totalement de la technique pour sa survie.



PETITE SCÈNE QUOTIDIENNE
DU PERSONNEL SOIGNANT

La rencontre avec deux médecins passionnés par leur métier nous plonge dans les arcanes de l'hôpital, territoire bureaucratique où l'on classe, trie, catégorise, mesure, quantifie (14-15). On gère. Pas

le temps, ou peu, pour les plus lucides, de penser pour agir. Là où pour beaucoup, les études et leur coût social oublié, on prend l'employeur le plus offrant, pour d'autres on tente de survivre dans un univers compétitif où les nouveaux collègues sont importés de l'Est, prêts à accepter moins et à tolérer plus. Pas le temps donc, quand on doit bouffer, quand on est entouré de petits jeunes chefs de service qui voient leur boulot comme des chefs d'entreprises, qu'il faut faire du chiffre, pas le temps de sortir de la matrice... Dans ce cadre, le modèle belge des maisons médicales constitue-t-il un rempart contre la privatisation de la santé et la perte d'autonomie du sujet dans ce domaine (16-17) ?

Jettera-t-on la pierre à ceux qui tentent ? Non ! Ils ont déjà le mérite de la lucidité. Ne sont-ils pas dans la même situation de beaucoup de travailleurs, qui participent malgré eux au fonctionnement de la société qui se refuse d'agir sur les causes des problèmes. Sans doute, si rien ne change, assisteront-ils à l'effondrement du monde avec une angoisse laissant apercevoir une petite crispation des lèvres, début d'un rictus, disant silencieusement : « *Mais comment aurait-il pu en être autrement ?* ».

Cela nous rappelle ce que disait Ivan Illich dans *Nemesis médicale* : « *L'analyse de la tendance de la morbidité montre que l'environnement général (notion qui inclut le mode de vie) est le premier déterminant de l'état de santé global de toute population. Ce sont l'alimentation, les conditions de logement et de travail, la cohésion du tissu social et les mécanismes culturels permettant de stabiliser la population qui jouent le rôle décisif dans la détermination de l'état de santé des adultes et de l'âge auquel ils ont tendance à mourir* »⁽¹⁾.

Dans ces domaines pourtant, peut-on prétendre que tout va bien ?

Dossier coordonné par Alexandre Penasse

(1) Ivan Illich, *Nemesis médicale*, œuvre complète, vol.1, Fayard, p.660.

LES ÉCRANS OU LA FABRIQUE DE L'AUTISME

Les écrans sont partout, tout le temps, dès la naissance. Le plus souvent encouragés par les pouvoirs publics qui soutiennent la colonisation numérique de l'école, la question se pose trop rarement du danger qu'ils représentent pour le développement et la santé de l'enfant. Pour éviter d'aboutir à une masse d'adultes *addicts* « déconnectés » de la vie réelle, propager l'idée que les parents se sont bien fait avoir par la société de consommation ne pourrait-il pas constituer un levier pour penser autrement le monde ? Rencontre avec un médecin qui travaille en France avec ces victimes de l'écran, Anne-Lise Ducanda.

Kairos : Docteur Anne-Lise Ducanda, vous travaillez à la DPMIS (Direction de la protection maternelle infantile et de la santé), pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste votre travail ?

Anne-Lise Ducanda : C'est un service public lié à la santé au sens large, dans lequel je travaille depuis quinze ans. Je m'occupe du versant de la protection infantile, c'est-à-dire que je fais des consultations pour les tout-petits (0-3 ans), mais également pour les enfants signalés en difficulté par les enseignants des écoles maternelles.

Avez-vous constaté des changements en quinze années ?

Nombreux sont les professionnels de terrain à le dire : on ne fait plus du tout le même travail aujourd'hui qu'il y a quinze ans. Il y a sept fois plus d'enfants signalés en difficulté par les enseignants que quand je suis arrivée, et les difficultés sont bien plus inquiétantes et bien plus graves.

Que constatez-vous qui vous inquiète à ce point-là ?

On a de plus en plus d'enfants en retard de développement, toutes les compétences sont touchées : retard moteur, motricité fine, motricité globale. Au niveau du langage c'est particulièrement manifeste : davantage d'enfants arrivent à l'école et ne parlent pas, peuvent à quatre ans ne même pas dire « *bababa, dada* ». Ils sont complètement mutiques, inexpressifs, ne comprennent pas des consignes simples. Certains enfants de 3-4 ans ne comprennent pas quand on leur dit : « *Va chercher tes chaussures.* » On a de plus en plus de troubles du comportement, des enfants qui s'enfuient, courent partout, intolérants à la frustration.

Quand vous observez une augmentation de ces troubles, vous en cherchez, je suppose, les causes ?

Je prends toujours beaucoup de temps pour interroger les parents. Depuis quelques années, quand je demande aux parents comment leur enfant s'occupe à la maison, ils me répondent de plus en plus fréquemment que ce qu'il adore, c'est aller sur le smartphone, prendre la tablette offerte à Noël pour ses dix-huit mois, regarder la télé : « *on a le bouquet et on a acheté une chaîne spéciale pour les bébés (Baby TV) en pensant que c'était bien* ». Je me suis donc rendu compte que tous ces enfants en difficulté étaient très souvent fortement exposés aux écrans.

Vous parlez d'autisme virtuel...

Oui, parce que l'enfant n'est pas né autiste, mais l'est devenu à cause des écrans. S'il est question d'un quart d'heure de dessin animé, il n'y a pas de

problèmes. Les enfants en difficulté que je rencontre se trouvent quatre à cinq heures par jour devant les écrans, parfois plus... de six à douze heures, toute la journée ! Avec un jouet, au bout d'un moment vous devez trouver un autre, une autre occupation pour un bébé de dix-huit mois... Avec l'écran il reste scotché si vous ne lui enlevez pas, ça l'occupe et les parents en profitent pour faire autre chose. C'est un cercle vicieux, parce que quand il en est arrivé à quatre, cinq heures, on ne peut plus le lui enlever, il est comme en manque et il fait une crise de sevrage. Il hurle, il pleure très fort, il se tape la tête contre le mur, et ça fait très peur aux parents. Malheureusement, il y a beaucoup de parents qui ne trouvent pas d'autre solution que de le remettre devant l'écran...

Les parents ne se rendent-ils pas compte de ce qui se passe réellement ?

Certains parents ne se rendent pas compte : l'enfant a l'air bien, et surtout ils pensent bien faire. Les dessins animés éducatifs donnent aux parents l'impression que l'enfant est en train de parler, sauf que parler ce n'est pas répéter le mot, mais l'utiliser à bon escient pour communiquer avec quelqu'un, cela implique l'intention. Quand les enfants répètent les couleurs, il n'y a aucune intention de parler, j'ai des enfants de quatre ans qui rentrent dans mon bureau et, quoi que je dise, ils me répondent une couleur : « *Bonjour, assieds-toi* », il va me dire : « *Bleu* » ; « *Comment tu t'appelles ?* », « *Vert* ». Certains enfants ne réalisent même pas que je suis en train de m'adresser à eux. C'est toujours la bande son de la télé, de la tablette ou du smartphone qui leur « parle »... Il n'y a pas ce tour de parole où je parle, l'enfant m'écoute, puis c'est lui qui parle et c'est moi qui écoute. D'autres répètent tout ce qu'on dit, cela s'appelle l'écholalie : « *Que fait la petite fille ?* », et la réponse, « *Que fait la petite fille ?* ».

Par ailleurs, il y a beaucoup de parents qui pensent que si la télé est allumée dans la même pièce que l'enfant et qu'il ne la regarde pas, c'est comme s'il n'était pas exposé aux écrans. C'est tout à fait faux ! Si l'enfant est en train de faire sa petite tour de cubes et de réfléchir : « *Je vais mettre le bleu... Ah ce n'est pas ça, il faut que je mette le rouge...* », son cerveau est en train de faire des connexions cérébrales. À ce moment il entend la pub, il arrête, il se retourne et regarde. Et quand il revient sur sa tour de cubes, il ne la finira jamais car s'il sait que le jaune ne va pas, il ne va pas penser à mettre le bleu. Donc en fait l'enfant, dans la même pièce que la télé, ne peut pas se développer normalement, ce n'est pas possible.

Pour bien préciser pour les gens qui ne sont pas au courant, ce ne sont pas des enfants handicapés à la naissance...

Non, d'ailleurs les parents me disent : « Jusqu'à douze à dix-huit mois, il faisait « *Papa, Maman* », il répondait à son prénom, il comprenait ce qu'on di-

sait. Et puis on lui a acheté une tablette à dix-huit mois et il a adoré ça, il l'a utilisée cinq à six heures par jour depuis et il ne dit plus « *Papa, Maman* », *il ne comprend plus quand on lui parle, il ne pointe plus du doigt pour nous montrer quelque chose* ». Le problème de la surexposition aux écrans des enfants, ce n'est pas seulement l'enfant devant son écran, c'est l'enfant qui vit avec des parents qui sont beaucoup sur des écrans et interagissent moins avec l'enfant. Donc celui-ci est attiré par l'écran, a moins d'adultes pour interagir, du coup la relation s'appauvrit énormément et l'enfant ne va pas développer le langage. Et surtout, il va développer ces troubles qu'on appelle « *autisme virtuel* », c'est-à-dire qu'il ne communique pas et qu'il n'interagit pas avec les adultes et les personnes autour de lui. Il y a une forme d'addiction, une forme d'attachement, c'est-à-dire que l'enfant recherche l'écran et ne peut plus s'en passer. En mettant les enfants devant les écrans quand ils sont petits, on prépare une addiction pour toute la vie, l'enfant ne pourra jamais se passer des écrans.

Il faut noter qu'en plus des troubles de la communication, ces enfants développent un second trait typique de l'autisme : les stéréotypies, qui sont des gestes parasites, répétés, qu'on ne doit pas voir chez un enfant normal. Le *flapping* est le plus fréquent, mais il y a aussi l'enfant qui tourne sur lui-même comme une toupie ou qui tourne autour d'une pièce sans arrêt, ou qui ouvre une porte et la referme sans discontinuer. L'hypothèse pour expliquer ces comportements est que, quand s'arrête la surexcitation visuelle et sonore vécue par l'enfant devant l'écran et à laquelle il s'est habitué, il lui manque quelque chose et il le recherche. Il est donc probablement en train de bouger comme cela pour recréer cette surexcitation. Par ailleurs, vers 18 mois-2 ans, il se produit dans le cerveau de l'enfant normal un élagage synaptique : le cerveau supprime les connexions cérébrales les moins utilisées par l'enfant pour éviter une surabondance de synapses. Les flash visuels et sonores inadaptés venus des écrans empêchent l'élagage synaptique de se faire correctement et laissent dans le cerveau des connexions aberrantes qui prennent la place des bonnes connexions cérébrales pas assez stimulées (langage, communication, motricité...). Ceci explique les troubles des interactions, de la communication et les stéréotypies (des coupes IRM chez des personnes autistes l'ont montré).

En quels termes pourrait-on parler de responsabilité des parents ? Est-ce qu'ils manquent d'informations sur le sujet ?

Les parents ne sont absolument pas responsables : ils ne sont pas informés. Je vois des parents qui, une fois informés, arrêtent tout de suite les écrans, ou, avec de l'aide, arrivent à arrêter les écrans. Vous avez beaucoup de pédopsychiatres, de soignants qui ne posent pas la question des écrans... Si les

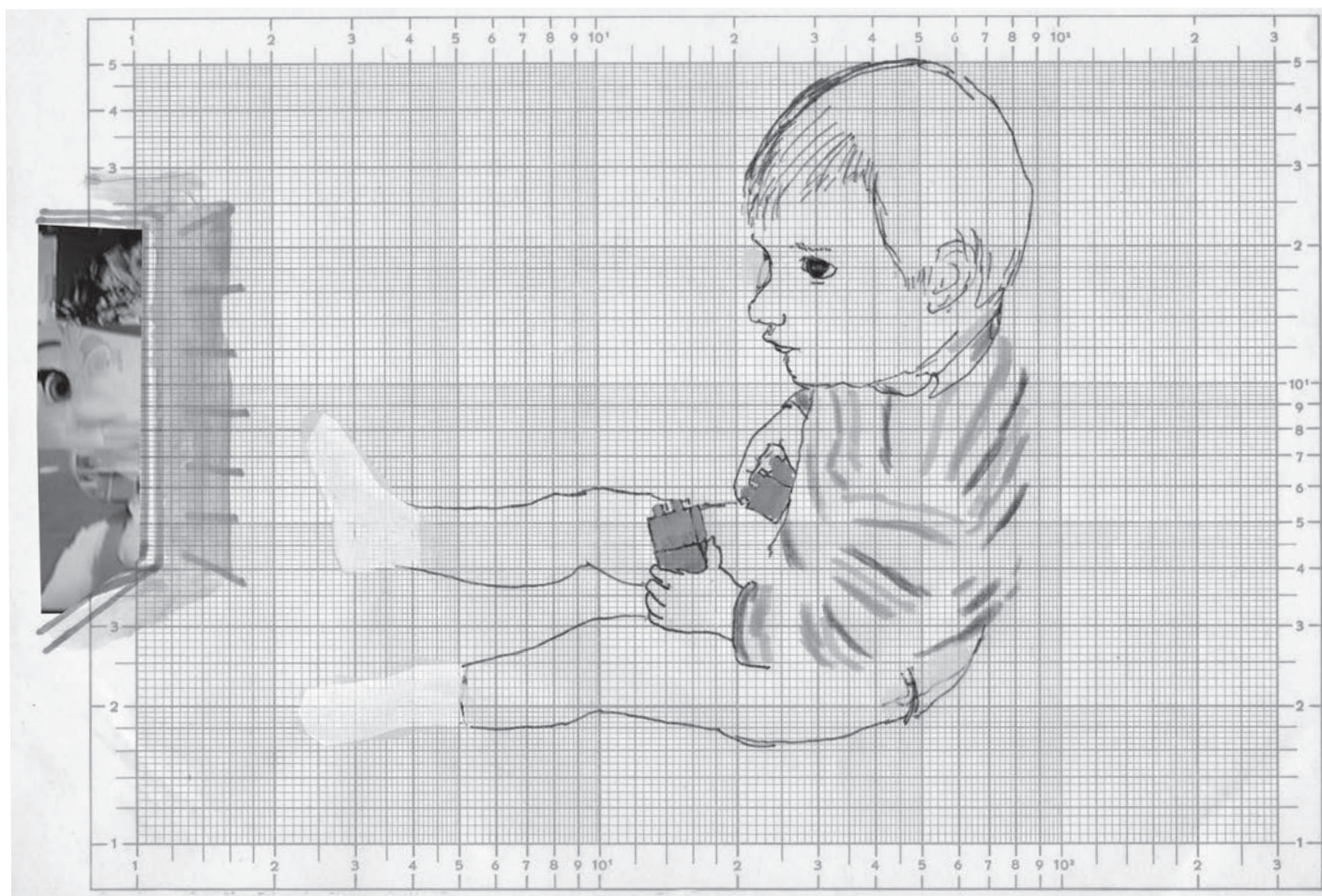


Illustration : Olivier Spinevine

pédopsychiatres ne sont pas informés, comment voulez-vous que les parents le soient ? Par ailleurs, les écrans sont valorisés. Un exemple : il y a une kermesse à l'école maternelle, le gros lot n°1 est une tablette ! En 2014, la tablette était le « jouet » le plus vendu en France !

Pour les moins de six mois aussi ?!

Pour tous les âges ! On dit que c'est éducatif et les parents ne veulent pas louper le coche. On prépare le bébé et l'enfant au monde de demain... Un sondage a montré que 74% des parents disent que, plus tôt leur enfant sera confronté aux nouvelles technologies, plus il sera en mesure de se débrouiller dans le monde de demain. Or, un enfant ce n'est pas un petit homme, il n'a pas les mêmes besoins qu'un adulte. Le petit a besoin d'explorer le monde avec ses cinq sens, c'est capital : la vue, l'audition, le goût, l'odorat et le toucher. Il doit toucher avec tous ses doigts, avec ses mains, il doit se rendre compte qu'un objet est lourd, rond, rugueux... mais aussi de tout ce que son corps peut avoir comme effet sur le monde réel : je lance une balle et elle va au bout de la pièce, cela est capital pour que le cerveau établisse des connexions cérébrales et un élagage synaptique correct. Les enfants sortent de moins en moins dehors alors que c'est essentiel pour le développement d'un petit ; c'est dehors que se font des expériences sensorielles et sociales très riches et très importantes.

Vous savez ce qu'on dit des enfants de la Silicon Valley, notamment ceux de feu Steve Jobs...

Tous les enfants de la Silicon Valley vont dans l'école Waldorf qui coûte dix-huit mille euros/an et où il n'y a pas un écran de trois ans à dix-huit ans.

Le constat auquel vous arrivez ne reflète-t-il pas aussi une logique consumériste ?

Il y a une logique économique énorme. Lorsque les tablettes pour enfants sont apparues en 2012, les slogans publicitaires ont suivi ; un article de *Que choisir* ? disait : « La tablette est devenue un incontournable de Noël. Pour éviter que votre enfant vous prenne votre tablette, vous allez lui en acheter une qui ressemble à la vôtre : grand écran, 2.000 applications, connectée à internet, wifi, etc. » La logique marketing a aussi créé « l'effet WOW ! » : quand l'enfant fait son petit puzzle ou son petit jeu éducatif, l'écran va faire : « Waouw, super, recommence ! » Il va y avoir un petit bonhomme qui danse, des petites étoiles et tout est fait pour que l'enfant recom-

mence et ne s'en lasse pas. Cela active son système de la récompense et la fabrication de la dopamine dans le cerveau.

Tout cela coûte très cher à la société ?

Il y a l'aide éducative pour les parents à la maison, l'auxiliaire de vie scolaire à l'école, tous les bilans à l'hôpital qui ne sont pas toujours utiles et qui coûtent très chers. Tous les soins orthophoniques, la psychomotricité, le psychologue ; des enfants qui ne pourront pas apprendre à écrire et à lire et qu'on mettra à six ans dans des établissements spécialisés (Instituts médicaux éducatifs en France), qui coûtent très chers. C'est un coût social et humain énorme.

Cela coûterait beaucoup moins cher de les interdire ?

L'État est ambigu, il favorise toutes ces sociétés qui fabriquent des tablettes, des smartphones, des applications et qui n'attendent que de pouvoir les déverser dans les écoles. Un partenariat a été fait avec six sociétés *Edtech* et il est prévu qu'elles inondent les écoles. Et en même temps, le Ministre a dit « Pas d'écrans entre 0 et 7 ans »... j'espère qu'on va retirer les tablettes des écoles maternelles. D'un autre côté, ils envisagent toujours d'inonder les écoles de logiciels éducatifs pour les élèves entre six ans et dix-huit ans. Je suis persuadée des méfaits de 0 à 6 ans, mais dans mon collectif des neuropsychiatres, des pédopsychiatres, qui s'occupent des plus âgés, disent également que le numérique n'a jamais fait la preuve qu'il apportait un plus pour les enfants, mais plutôt un moins. On espère pouvoir interpeller le gouvernement, également pour les plus âgés, afin de ne pas numériser tant qu'on n'est pas sûr d'une plus-value. Il y a donc des injonctions paradoxales : les enseignants entendent dire que ce n'est pas bon, mais d'un autre côté, on leur a dit qu'il fallait numériser et utiliser les tablettes à l'école, alors ils ne savent plus trop quoi faire.

Est-ce que vous avez l'impression de faire encore vraiment votre travail ? Ou de lutter contre quelque chose d'absurde ?

(Soupir) Notre travail s'applique à lutter contre quelque chose d'absurde, de plus en plus. Dans les écoles, je ne peux plus faire une seule visite de dé-pistage, je ne fais plus que le pompier qui éteint le feu. Je vois des enfants en grandes difficultés, qui se roulent par terre, qui ne me regardent pas dans les yeux, qui ne peuvent pas apprendre, ne peuvent

pas attendre parce qu'ils ont toujours eu le plaisir immédiat de la réussite avec l'écran, ou, que dès qu'il pleure, le parent le calme avec l'écran, il ne sait pas patienter. Il ne sait pas supporter le « non ». C'est la société du tout, tout de suite !

L'enfant ne fait plus aucun effort avec les écrans. Vous savez, l'enfant, quand il fait sa petite tour de cubes, il doit essayer trois cubes avant de trouver le bon et puis quand il met le cube, il n'y arrive pas bien, alors ça tombe, il doit recommencer, ... L'enfant ne pourra pas apprendre s'il ne fait pas d'efforts. On doit recommencer, répéter, rater, recommencer, c'est essentiel pour un petit enfant.

Quand vous parlez des perturbateurs endocriniens, des pesticides, on pourrait en plus ajouter les ondes à basses fréquences, directement liées aux objets connectés, dont beaucoup d'autres médecins, comme le Docteur Belpomme en France, et encore d'autres, ont montré que les effets étaient dramatiques aussi...

C'est vrai que je ne parle pas des ondes parce que c'est quelque chose que je connais moins. J'ai observé l'exposition aux écrans, les troubles que ça développe chez l'enfant, mais on peut imaginer l'effet des ondes sur les cerveaux en construction, avec une boîte crânienne moins épaisse qu'un adulte. En consultation, j'ai des bébés devant l'écran depuis la naissance ! On a également de plus en plus d'enfants qui mangent devant un écran, parce que le repas est souvent un moment difficile pour les parents. Mais on remarque que devant l'écran, l'enfant ne mange pas mais se laisse nourrir, se laisse faire. Dans les hôpitaux, maintenant, pour donner des soins douloureux aux enfants, on les met devant un écran. L'enfant ne sent plus la douleur, ne ressent plus son corps, son cerveau étant complètement capté par l'écran. Ça ressemble à de l'hypnose.

Il ne sait pas qu'il mange ?

Il ne sait pas qu'il mange ! Il ne sent plus qu'il a faim, il ne sent plus qu'il n'a plus faim. Il ne sait pas s'il a du liquide ou du solide dans la bouche. Il ne sait pas s'il a un haricot vert, du chocolat, du lait ou du poulet dans la bouche. Le cerveau ne reçoit pas du tout l'information qu'il est en train de manger et ne fabrique pas les sucs gastriques, biliaires, pancréatiques, toutes les enzymes de la digestion. En fait, le cerveau ne fabrique plus ce qu'il fabrique normalement quand on est en train de manger, donc on a

→ suite page 13

LA MÉDECINE HYPERCONNECTÉE NOUS REND MALADES



Illustration: Anir Amsky

En 1982 déjà, le médecin psychanalyste Norbert Bensaïd écrivait *La lumière médicale*⁽¹⁾. Dans cet essai précurseur, il dénonçait la prétention d'une certaine médecine technicienne à susciter chez chacun le besoin d'autocontrôle permanent de sa santé. Parlant de cette volonté de contrôler et de dominer les esprits d'une médecine technocratique, Norbert Bensaïd disait qu'elle est la « *forme moderne de la Providence qui veille sur nous et interdit que rien ne nous arrive qui ne soit de notre faute* ». Le psychanalyste constatait que l'excès de surveillance, qu'il appelait « *la lumière médicale* », voulue par une médecine avide de multiplication des actes « *...nous conduit à un nouvel obscurantisme. (...) Notre liberté est menacée par le besoin de sécurité et la sécurité elle-même est menacée par notre souci obsédant qu'on en a. Pour nous protéger, la médecine exploite notre peur de mourir et nous fait mourir de peur* ». Tous hypocondriaques, tel est bien la conséquence de cette médicalisation de la vie quotidienne. « *À vouloir supprimer tous les risques, c'est la vie elle-même qu'on réduit à rien* » concluait Bensaïd. L'effrayant docteur Knock ne disait-il pas, dans la pièce de Jules Romain datée de 1924, que « *tout homme bien portant est un malade qui s'ignore...* »⁽²⁾?

À l'époque de Bensaïd, l'autosurveillance passait par l'achat de tensiomètres et autres appareils plus ou moins complexes et fort coûteux (ce qui arrangeait évidemment ceux qui les mettaient sur le marché). Le succès ne fut dès lors pas très grand, au contraire des conseils plus qu'appuyés de se tenir en forme grâce à une activité physique intensive.

L'OBLIGATION DE CONSOMMER DU SPORT

Si un minimum d'activité physique est profitable à la santé, la logique marchande s'est évidemment emparée du secteur et la vente de tenues de sport fut un créneau porteur. La mode du *jogging* puis du *running* (c'est la même chose mais le terme est neuf, donc *in*) a fait la fortune des firmes comme Nike ou Adidas.

Faire du sport en plein air est sans doute trop facile (et souvent gratuit) ; on a donc vu se multiplier les salles de sports. Le mensuel *Philosophie magazine* a récemment réalisé un article fort instructif sur le sujet (« *Le sport, c'est salle ?* »). On y apprend qu'il existe 200.000 clubs de gym de par le monde,

fréquentés par 162 millions de membres dont 56 millions en Europe. L'abonnement à ces salles de *fitness* étant de 41€ par mois en moyenne, cela représente un splendide chiffre d'affaires. Hélas, les bonnes résolutions poussées par la pub sont fragiles : 50% des inscrits à l'une des plus grosses chaînes américaines ne mettent jamais les pieds dans une salle et, après 8 mois, 80% des abonnés ont renoncé à se faire suer. On comprend que le secteur soit rentable...

Depuis peu, l'autocontrôle, notamment sportif, est revenu en force grâce à ce petit parallépipède qu'arborent fièrement beaucoup de nos contemporains. On y insère des *apps*, comme ils disent, qui peuvent tout mesurer chez vous : rythme cardiaque, tension artérielle, nombre de pas faits sur la journée... La machine calcule vos dépenses de calories et vous applaudit quand vous avez fait plus de 10.000 pas sur la journée. On aurait vendu plus de 25 millions de ces *trackers*. Et, de fait, une étude révèle que 60% des utilisatrices de ces moniteurs d'activité physique se sentent surveillées (traquées ?) par leurs machines. Or, une autre étude, publiée dans le *Journal of the American Medical Association* montre que les personnes en surpoids qui utilisent ces mouchards électroniques perdent moins de poids, à niveau d'exercice équivalent, que celles qui n'en utilisent pas.

On a parfois du mal à comprendre ceux qui prennent toujours l'ascenseur plutôt que de monter l'escalier, même pour un ou deux étages, mais qui se sentent obligés (culpabilité bien instillée) de dépenser leur bel argent pour s'inscrire à des activités aussi inutiles que fatigantes.

TOUS CONNECTÉS

La très faible utilité de ces dispositifs n'empêche pas nos apôtres du tout technologique de prôner la diffusion toujours plus grande de ces dispositifs qui permettent d'accumuler des données médicales sur chacun d'entre nous. La très capitaliste société McKinsey a réalisé en 2015 une étude intitulée *Unlocking the Potential of internet Of Things*⁽³⁾ dans laquelle elle estimait, ô merveille, que cette nouvelle économie de la santé, basée sur le monitoring des données, pourrait représenter aux Etats-Unis jusqu'à un trillion⁽⁴⁾ de dollars en 2025. Bien sûr, on y vante le fait que le préventif ainsi développé pourrait remplacer le curatif mais on n'insiste pas trop sur le fait qu'aux États-Unis, les soins de santé très technologisés coûtent deux fois plus cher qu'en Europe avec des résultats moins bons.

Mais nos braves contrées ne veulent pas être en reste et je me dois de reprendre ici des éléments d'un texte, « *La Wallonie pionnière du transhumanisme ?* »⁽⁵⁾, que j'ai publié il y a 3 ans sur le blog de Paul Jorion. J'y signalais la création d'un consortium wallon d'universitaires, d'industriels et de pouvoirs publics dénommé WeLL (Wallonia e-health Living Lab). Cette plateforme wallonne fut dotée d'un budget de 800.000€ sur 2 ans grâce au financement de « Creative Wallonia » (pré-accélérateur d'entrepreneurs) et le soutien de WSL (incubateur des sciences de l'ingénieur).

Quel est donc l'objet de WeLL ? Le site du projet⁽⁶⁾ décline les 5 thèmes qui seront débattus : « *L'hôpital du futur. Quel vécu pour le patient de demain ?* », « *Des robots et des hommes. Une aide pour les seniors ?* », « *Le patient connecté. Quelle sera la place du médecin dans 20 ans ?* » « *Ma santé au bout du smartphone. Mieux vivre au quotidien ?* », « *La route de l'immortalité. La technologie au service du corps humain ?* ». Pas de doute, il s'agit de toute évidence de faire avancer la technologisation et l'informatisation des soins de santé, avec des relents clairs de transhumanisme (« *la route de l'immortalité...* »).

On apprend que les promoteurs de l'e-santé prévoient l'utilisation de robots comme assistance aux personnes âgées. « *Le but est de favoriser l'autonomie du senior en réalisant une collaboration intelligente avec la robotique. Par exemple un robot pourrait organiser une séance de gymnastique dans une maison de repos* » déclare Laura Vigneron pour WeLL. Ceux qui espéraient que l'emploi de demain se développerait notamment grâce au *care*, le soin aux personnes âgées toujours plus nombreuses, risquent d'être déçus. Et puis, quand on sait que la solitude est une souffrance majeure ressentie par les personnes vivant en home, on peut se demander quelle chaleur humaine ils recevront de la part du robot-gymnaste.

LA CRUCHE CONNECTÉE

En Wallonie on essaie de surfer sur la vague des *start-up* techno-branchées mais on est loin d'avoir l'expertise des Japonais qui multiplient les robots humanoïdes qui vous accueillent ou répondent à vos souhaits. Donc, un premier projet concret bien plus modeste est celui de « la cruche connectée ». Non, non, ce n'est pas, comme osait se moquer un ami un peu macho, une de ces dames dont il ne croise jamais le regard en rue, obnubilées qu'elles sont par leur petit écran, mais une véritable cruche à eau. Laissons la parole aux petits génies de WeLL nous expliquer leur idée : « *Il est important de favoriser une bonne hydratation chez les seniors tout au long de l'année afin de diminuer les risques de pathologies associées à une déshydratation chronique et les risques d'hospitalisations d'urgence et récurrentes. La cruche connectée est une solution simple et efficace pour garantir une hydratation optimale chez les seniors à domicile, ou en établissement de soins. Il s'agit également d'une solution qui permettrait d'alléger le travail du personnel de soins quant au suivi de l'hydratation de leurs pensionnaires. La cruche connectée fonctionne grâce à un système de rappel « d'hydratation » visuel et/ou sonore en fonction de l'avis du personnel de soins et de paramètres précis tels que le poids et la taille de la personne, la température ambiante, etc.* ». Ainsi donc, plus personne ne viendra rendre visite à bobonne même en cas de canicules (qui vont sans doute se multiplier vu les dérèglements climatiques). Sa cruche lui dira quand et combien boire. Peut-on suggérer à nos apprentis-sorciers, un sys-

tème de petites décharges électriques si le vieillard branché n'obtempère pas ?

Mais trêve d'humour noir (qui, on le sait, est la politesse du désespoir). Bien sûr, certains dispositifs techniques sont positifs pour mieux soigner (un robot qui prolonge le bras du chirurgien en éliminant les mouvements inévitables du patient opéré) mais le remplacement de l'humain dans ce qui est théoriquement un art prépare un monde de plus en plus déshumanisé, au sens propre et figuré du mot. Laissons la conclusion à nos camarades de -Moins !, le journal des décroissants de Suisse romande qui viennent de réaliser un dossier sur l'e-santé : « *Dans le processus à l'œuvre actuellement, le patient est vu comme la somme d'un certain nombre des paramètres mesurables sur lesquels il est possible d'intervenir. C'est cette représentation du patient, et plus généralement de l'humain, qui trouve son apogée dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler le quantified self, ce moi calculable à tous les niveaux et qui n'émerge pas par hasard dans notre société [...] et qui résulte d'une mathématisation du monde en lien avec un culte du nombre* ».

Alain Adriaens

- (1) Bensaïd Norbert, *La Lumière médicale. Les illusions de la prévention*, Poche Points Actuels, 1982.
- (2) Romains Jules, *Knock, ou Le triomphe de la médecine*, pièce théâtrale de 1924, transposée au cinéma en 1933 avec Louis Jouvet dans le rôle du Dr Knock.
- (3) www.mckinsey.com/business-functions/digital-mckinsey/our-insights/the-internet-of-things-the-value-of-digitizing-the-physical-world
- (4) 1.000 milliards.
- (5) www.pauljorion.com/blog/2015/02/18/la-wallonie-pionniere-du-transhumanisme-par-alain-adriaens/
- (6) www.thelabs.be/well

LES ÉCRANS OU LA FABRIQUE DE L'AUTISME (SUITE DE LA PAGE 11)

des enfants qui ne digèrent pas, qui sont constipés, qui ont la diarrhée, qui ont mal au ventre. Ça donne beaucoup de troubles de l'oralité ; je rencontre certains enfants de quatre ans ne pouvant boire que des biberons ou des purées. Ils ne se rendent pas compte qu'ils ont un morceau dans la bouche. J'ai une maman qui m'a dit : « *J'ai essayé deux jours sans écran et il ne réclamait pas, il n'avait même pas la sensation de faim. J'ai été obligée de lui remettre l'écran pour qu'il ouvre la bouche.* »

Il y a beaucoup d'enfants qui sont sous médicaments, alors que c'est l'environnement qui crée le symptôme pour beaucoup d'entre eux. On parle d'épigénétique, c'est-à-dire que les gènes vont s'exprimer plus ou moins en fonction de l'environnement. Ainsi, certains enfants vont devenir hyperactifs alors que sans l'environnement, ils ne le seraient pas devenus. Donc questionnons l'environnement : quand un enfant de 0 à 5 ans va mal, tous les soignants doivent maintenant poser la question des écrans, tous !

Est-ce que la meilleure solution pour résister n'est pas aussi de dire aux parents : « Si vous pouvez ne pas avoir d'écrans à la maison, faites-le ! »

Ils vont avoir un rôle de parent beaucoup plus dur avec des écrans que sans écran. De 0 à 5 ans, ça ne sert à rien d'avoir un écran, ça ne sert à rien de lui acheter une tablette, de lui donner le téléphone, ... Alors ne commencez pas !

On comprend que vous parliez du plus grand défi de santé publique. J'aimerais terminer par une image un peu provocante... C'est ironique que l'Occident dans son grand sentiment de supériorité parle de « sous-développement » quand il évoque l'Afrique. Vous dites que vos patients progressent pourtant miraculeusement au retour d'un séjour en Afrique de plusieurs semaines...

C'est vrai. J'ai eu plusieurs enfants diagnostiqués autistes et trois semaines après le retour d'un

voyage en Afrique, les parents m'ont dit : « *C'est impressionnant au niveau des progrès.* » Mais cela va être de moins en moins vrai, et les parents de plus en plus nombreux qui m'appellent du Maghreb en sont la preuve. Dans ces pays, ils sont moins atteints mais ils commencent à l'être.

L'écran, en fin de compte, fait écran au monde réel...

L'écran fait écran au monde réel, il fait écran à toutes les relations humaines, il fait écran à tous les apprentissages, l'exploration du monde que le petit doit faire pour apprendre et pour grandir...

Propos recueillis par Alexandre Penasse
Retranscrits par Sébastien Gillard

Cette interview a été filmée par Thomas Michel et est disponible sur notre site, www.kairospresse.be/article/smartphones-tablettes-television-attention-danger

LA BUREAUCRATIE HOSPITALIÈRE

« Les écoles produisent de l'éducation et les véhicules motorisés produisent de la locomotion de la même manière que la médecine produit des soins. Chaque entreprise arrive à dominer son secteur et à faire accepter ses outputs comme des produits de première nécessité qui ont toutes les caractéristiques de marchandises industrielles ». Ivan Illich, *Nemesis médicale*, œuvre complète, vol.1, Fayard,, p.661.

Nous avons rencontré deux médecins passionnés par leur métier, tout en étant révoltés contre la forme que prend la médecine aujourd'hui. Service optimum au « client », mesure, étiquetage, quantification... en quoi cette bureaucratie médicale écarte le médecin de son rôle premier et concourt, malgré une petite minorité d'entre eux qui résistent, à la privatisation de la santé ?

Dans quel domaine travaillez-vous ?

Patricia : Je suis chef de clinique en obstétrique, responsable depuis 25 ans de tout ce qui touche aux accouchements dans un grand hôpital public au centre de Bruxelles.

Roland : J'ai également fait des études de médecine et deux spécialités : biologie clinique et ensuite anatomie pathologique. Je travaille à l'Institut Jules Bordet depuis dix ans, je suis chef de clinique adjoint. Mon travail consiste en l'analyse des biopsies, des pièces opératoires et des autopsies pour cause de mort médicale.

Vous aimez ce que vous faites ?

R. : On est passionné par ce qu'on fait, bien sûr. J'ai un peu changé d'orientation, parce que la biologie clinique au départ c'était un peu artisanal, une sorte de chimie amusante où tu pouvais développer tes propres tests toi-même. Mais petit à petit avec l'accréditation, ce n'est plus devenu possible.

L'accréditation ? Qu'est-ce que c'est ?

R. : Cela consiste à appliquer des normes établies de manière internationales de l'industrie au monde médical. Cela existe depuis une quinzaine d'années, en provenance de l'industrie qui fait pression pour obtenir un « label de qualité », un avantage commercial, leur indiquant que les hôpitaux se soumettent à des contrôles de qualité optimale, de « service au client ».

On ne parle plus de patient...

R. : Oui, c'est cela : il faut que la satisfaction du client soit complète.

Il y a donc des postes administratifs qui sont créés uniquement pour contrôler cette exigence des normes. Cela se manifeste comment dans le travail ?

R. : Exactement. Chez nous, il y a une équipe qui s'appelle « Cellule de qualité », qui gère un programme informatique qui compile une série de données. Tout est constamment remis à jour, c'est un travail de fou ! Surtout la mise en route de ce système : il y avait au départ 4 ou 5 personnes qui s'occupaient de cela à temps complet, c'était extrêmement lourd en termes d'investissement... Tous les hôpitaux ne peuvent pas s'offrir cela. Ça a tendance à décourager les petites entités.

Il y a par ailleurs une pression de l'industrie pour placer des produits qui permettent de contrôler si la qualité est bonne. Est-ce qu'ils sont vraiment indispensables ou est-ce que ce sont des choses qui

ont été créées de toute pièce dans une logique marchande ?...

P. : Eh bien, j'ai vu cela pour le Méopa, le gaz que l'on donne aux patients pour calmer la douleur : il existe désormais tout un marché pour mesurer son taux dans l'atmosphère et vérifier s'il n'est pas excessif, alors qu'il suffit d'ouvrir la fenêtre pour éviter les accidents. Cette machine coûte une fortune et ils nous imposeront son achat.

Qui impose cela ?

R. : Cela passe au niveau des législateurs, sous la pression du lobby industriel. Derrière tout cela, il y a donc de gros intérêts commerciaux, avec un État qui se fait le relais de l'industrie pour imposer des produits.

Peut-on dire que globalement le système de santé va mal ? Patricia, vous parlez du fait qu'on vous demandait dans votre service « de faire plus de cancers du sein ».

P. : C'est-à-dire que pour pouvoir être accrédité, il va falloir que chacun ait un certain nombre d'interventions. On demande donc que pour que quelqu'un puisse opérer un cancer du sein, il en fasse 50 par an. L'idée n'est pas mauvaise, car celui qui fait un cas une fois tous les cinq ans risque de faire n'importe quoi. Mais si une année un médecin n'en a que 45, il risque également de ne plus pouvoir exercer son métier. Il y a donc une espèce de course dans laquelle il faut avoir son nombre de cancers du sein afin de pouvoir continuer à avoir son service. Dans un monde normal, tu aurais des gens qualifiés pour s'occuper de personnes qui ont un cancer du sein, qui aiment et font bien cela, et on devrait donc ne pas accorder d'importance au fait de soigner la patiente dans tel ou tel hôpital... Mais, ce n'est pas comme ça !... Explique aux directeurs d'hôpitaux et aux politiques des communes que dans leur hôpital on ne va plus soigner les cancers du sein, ils seront probablement très mécontents.

Pourquoi ? La notoriété, le fric ?

P. : La réputation de ton hôpital dans ta commune, le fait que les gens devront faire 500 mètres de plus pour aller dans un autre hôpital, je ne sais pas... Qu'est-ce qui les motive à avoir tous leurs hôpitaux dans leur commune.

Tout cela a quand même un effet sur votre travail, pris dans un contexte où existent des hôpitaux privés, de la « concurrence » ?

P. : On touche ici à tout le financement du système de santé.

R. : C'est une question de concurrence entre les hôpitaux publics et les hôpitaux privés dont la mission n'est pas la même. Dans un monde concurrentiel tel que celui des entreprises, ce distinguo entre les deux n'existe pas, donc les gens qui s'en inspirent et conseillent les politiciens disent que « *les organismes doivent être en libre concurrence, et tant pis si les pauvres exigent plus d'attention, de soins, d'argent, que les riches* ».

P. : Tu dis que la mission n'est pas la même, toutefois tous les deux ont pour objectifs de guérir les maladies, ça ne peut donc pas être extrêmement différent, on ne sait donc pas pourquoi il y a ces deux systèmes. Au fond, c'est historique en Belgique, où même la médecine privée est financée en grande partie par le public. Car qu'est-ce qui coûte cher quand, par exemple, tu rentres pour être opéré de l'appendicite ? C'est la salle d'opération, les infirmières, le matériel qui va être utilisé : respirateur, antibiotique, les champs stériles, etc. Si le chirurgien demande dans le privé un supplément d'honoraires, le gros de la facture est toutefois pris en charge par la société.

R. : Toujours, mais de moins en moins.

P. : Le financement va dépendre du nombre de cas que tu fais, il y a donc toujours de la part de nos directions une logique quantitative : « il va falloir qu'on fasse beaucoup d'accouchements ».

Avec une réduction des jours d'hospitalisation...

P. : Tout est devenu marchandisé, on est obligé de faire de l'*engineering* pour faire en sorte que ton hôpital ne coule pas financièrement. Un exemple : au moment de l'admission d'un patient, l'hôpital reçoit un pactole, ensuite un forfait pour les médicaments, puis en fonction de ce que le patient va « consommer », ce sont des peccadilles : 1 euro, 50 cents... Ce qui est donc rentable, aujourd'hui, c'est d'hospitaliser les gens et de ne pas les garder longtemps. Si tu opères les appendicites, personne ne viendra te faire de remarques si tu as opéré dix fois plus d'appendicites que ton collègue d'à côté. Au contraire, le gestionnaire de l'hôpital va être très content, car tu as fait beaucoup plus d'admissions, tu as rempli des lits et il voit que l'argent rentre. Il n'y a rien de pire pour lui qu'un lit vide.

Quand vous parlez, on a l'impression qu'on est vraiment dans une logique d'entreprise comme une autre ?

P. : Exactement. Il faut que ça tourne ! Il y a donc des gestionnaires de lits.

Meilleure serait pourtant la prévention, moins il y aurait de malades, moins il y aurait d'argent qui se ferait, mais tant mieux en fin de compte ?

R. : Bien sûr.

P. : Pour ma part, je pars du principe que tous les mois je paie des impôts et que j'ai donc droit à des soins de santé gratuits. J'ai vu à la télévision une malheureuse victime des attentats de Bruxelles, blessée à la hanche, qui en a déjà eu pour 20.000 euros de frais de santé qui ne sont pas remboursés par la mutuelle, et attend vainement les remboursements qui ont été promis. Je veux donc dire qu'aujourd'hui, quand tu tombes malade, il y a plein de frais de santé qui ne sont pas pris en compte, sont de moins en moins bien remboursés et coûtent de plus en plus chers. On ne sait donc pas trop comment peut faire une honnête mère de famille caissière au Delhaize pour se payer des frais de santé non remboursés. Les multinationales ont la mainmise sur tout et arrêtent même la fabrication de mé-

dicaments parce qu'ils ne rapportent pas suffisamment, alors qu'ils sont efficaces, que nous devons alors remplacer par des médicaments beaucoup plus chers.

On dirait que vous n'avez, comme dans beaucoup de milieux, aucun contrôle démocratique sur les choix qui sont faits.

P. : Il n'y en a pas. Mais certains vont subir les désavantages beaucoup plus que d'autres. Il y en a qui sont plus victimes de la pollution, comme certains vont pâtir beaucoup plus que d'autres du fait que certains médicaments sont retirés. Dans nos hôpitaux publics, où on soigne une population qui n'a pas l'argent, on va faire comment ?

Les multinationales ne s'intéressent pas à ceux qui n'ont pas de pouvoir d'achat.

R. : Exactement. On est dirigé pas des actionnaires, ce n'est pas du tout démocratique comme choix d'investissement, c'est purement le profit qui guide tout ça. L'influence de l'industrie pharmaceutique est omniprésente, elle est peut-être moins en usage et moins corruptrice qu'avant : les firmes n'osent plus payer des voyages trop ostentatoires aux prestataires de soins, mais l'influence est toujours là. Le but n'est donc pas celui de la santé publique mais le profit, quitte à créer des soi-disantes nouveautés qui n'apportent qu'un avantage minime mais permettent de multiplier le prix par dix.

P. : On en vient, nous aussi, à être pris dans ce système : tu peux te surprendre à vérifier, à contrôler et à payer du personnel pour correctement tarifier tous les actes qu'on a faits car c'est de là que viendra l'argent qui nous permettra d'engager du personnel.

Il est important de rappeler aussi que les médecins proviennent pour la plupart d'une certaine couche sociale ?

P. : Les médecins sont quand même bien payés, mais quand tu les entends ils n'arrêtent pas de se plaindre. Certains médecins pensent qu'ils devraient être mieux payés qu'un premier ministre, parce qu'ils auraient des responsabilités plus importantes. Pour eux, 10.000 euros nets par mois, ce n'est rien du tout.

R. : Ça râle, mais ils s'en vont réellement.

Vous avez beaucoup de collègues qui viennent de l'étranger ?

R. : De plus en plus.

Ils viennent et c'est une façon de ne pas augmenter les salaires, car eux vont l'accepter ?

P. : Oui, ils acceptent. Mais même eux jouent dans ce jeu : il y avait une cardiologue roumaine qui était moins bien payée parce qu'elle venait de l'étranger, elle a trouvé mieux ailleurs et est partie, eh bien l'hôpital ne l'a toujours pas remplacée !

C'est là un élément majeur dans le processus de disparition des hôpitaux publics ?

P. : Bien sûr !

Est-ce que les professionnels de la santé se bougent ?

R. : Ce sont les médecins qui ont réclamé le numerus clausus ! Ils ne vont jamais se bouger.

P. : À part quelques fadas, mais sinon on est complètement minoritaires : 90 % des médecins votent MR⁽¹⁾.

R. : Ils veulent rester une caste : ce qui est rare est cher...

Il y a encore des gens qui croient en l'hôpital public ?



Illustration : Alexis Grasset

R. : Il y a plein de médecins qui sont attachés à cette idée d'hôpital public et de médecine gratuite, car beaucoup sont gênés d'être payés pour une consultation. Dans les hôpitaux privés par contre, c'est l'individualisme forcené, qui conduit à des excès inhumains : je me souviens d'un gynécologue qui faisait 400 accouchements à lui tout seul chaque année et qui en était fier.

L'objectif n'est plus la santé mais le profit ?

R. : Tout à fait.

Par exemple, l'« usine » qu'ils sont en train de construire⁽²⁾, ça va avoir un effet sur vous ?

P. : Ça a vidé le service de cardiologie, ils sont tous partis.

R. : Alors que c'est un hôpital 100 % privé, il y a des financements publics pour des garanties de prêts et même des avances d'investissement. Quel intérêt avait le politique ? Soit-disant cela crée des emplois... mais Cavell, ça existait déjà à Bruxelles, pourquoi les hommes politiques ont alors décidé de libérer de l'argent pour financer le nouveau Cavell.

Eux ouvrent un hôpital privé dans l'objectif de se faire de l'argent, mais c'est le contribuable qui l'a en partie financé.

R. : Exactement...

Va-t-on vers un système à l'américaine ?

P. : On y est déjà. J'ai vu une patiente en hémorragie mise dans le tram d'un hôpital privé vers un public, refusée parce qu'elle n'était pas solvable.

Est-ce que l'hôpital public ne peut pas aussi être un moyen pour certains médecins de réorienter les patients vers le privé ?

R. : Oui, c'est clair. La plupart des chefs de service des hôpitaux publics ont des consultations privées. Dès qu'il voit quelqu'un qui a les moyens, ils disent : « Vous savez, vous attendrez beaucoup moins dans mon cabinet privé », c'est une pratique courante. Il y a un hôpital dans la région de Liège qui proposait un rendez-vous dans un délai raisonnable pour deux fois le prix Inami.

Ne faudrait-il pas interdire de dépasser un certain montant ?

R. : Dans les hôpitaux publics c'est limité, mais à Cavell par exemple, la majorité des médecins ont refusé de voter que le prix soit limité à 10 fois celui de l'Inami⁽³⁾ ! Donc là, tu te poses quand même des questions... quelle est la vraie limitation ?

P. : Il y a maintenant des médecins qui travaillent au tarif mutuel et qui sont payés en moyenne trois à quatre fois moins que ceux qui demandent des suppléments d'honoraires.

Donc le système, comme un peu partout, nous oblige à rentrer dans cette logique individualiste du chacun pour soi ?

P. : Ou du chacun pour son hôpital, dans une logique de concurrence marchande.

R. : On est dans une situation telle que toutes les sociétés qui offrent des services médicaux privés vont pouvoir s'installer ici et faire de la concurrence aux services offerts par l'État. Et je ne vous donne pas plus de trente ans pour qu'on ait l'Obama Care.

P. : Chez nous, à Saint-Pierre, j'ai appris qu'on avait confié l'archivage des documents à une société privée. On a donc licencié toute une partie du personnel, je ne sais pas si ce sont des carabistouilles mais il paraît que tous nos documents vont partir en avion en Inde pour être scannés. Autre chose à dire, c'est qu'aujourd'hui, avec la réduction de la durée d'hospitalisation, les patients qui sont hospitalisés sont de plus en plus malades, et tu as une infirmière la nuit pour trente patients. Mais par contre, jamais nos hôpitaux n'ont été aussi beaux. On préfère rénover les chambres plutôt que de payer du personnel pour les patients. Est-ce qu'il n'y a pas là derrière le lobby de la construction, de la rénovation, de l'ameublement ? Parce que tout cela, ça coûte ! La question fondamentale est celle de se demander comment on peut concevoir qu'un hôpital fasse du bénéfice, ce n'est pas destiné à cela. Comment peut-on faire du bénéfice sur la maladie ?

R. : Il faut ajouter que le financement des études scientifiques provient à 70 % de l'industrie pharmaceutique ! Quand on sait que les publications dépendent entièrement de ceux qui sont intéressés dans leurs résultats, il y a un conflit d'intérêt qui est tout à fait scandaleux ; et cela c'est parce que l'État a totalement désinvesti la fonction de financement de la recherche scientifique...

P. : En plus, ils paient le médicament.

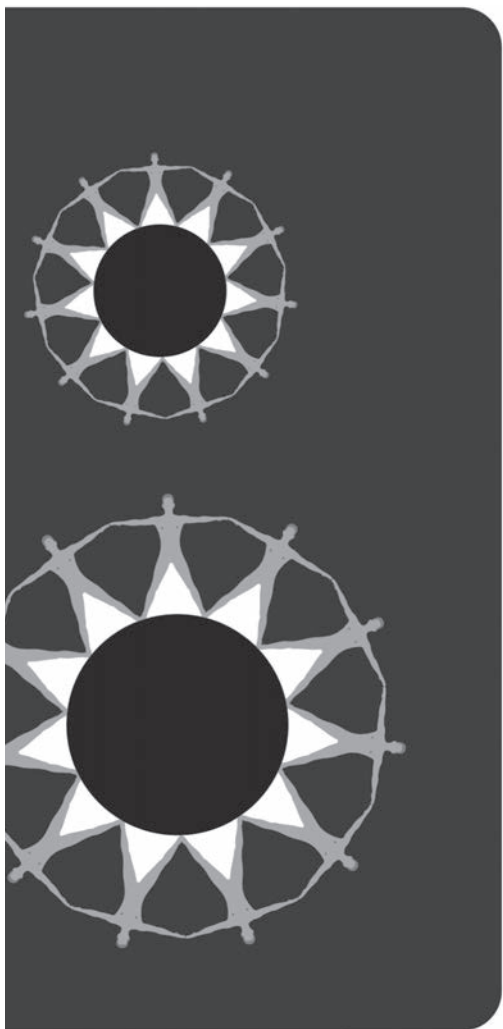
R. : Sans être sûr de son efficacité, parce que les preuves d'efficacité ont été faites par qui ? Par les firmes !

R. : Pour terminer, je voudrais dire qu'on est pessimistes, mais qu'on n'est pas résignés.

Propos recueillis par Alexandre Penasse

(1) Mouvement réformateur, parti libéral belge, au gouvernement.
(2) Un méga hôpital privé au sud de Bruxelles, fruit du déménagement de l'hôpital Cavell du groupe privé Chirec.
(3) Institut national d'assurance maladie-invalidité.

LES MAISONS MÉDICALES : UN CONTRE-MODÈLE À LA MÉDECINE MARCHANDE ?



Kairos : Pouvez-vous nous retracer l'histoire des maisons médicales en Belgique ?

Christophe Cocu⁽¹⁾ : Les maisons médicales apparaissent à la fin des années 1970, comme des « enfants tardifs » de mai 68, dans le même creuset que les plannings familiaux et les centres de santé mentale. C'est la rencontre de deux mouvements : d'une part, des praticiens qui décident de collaborer ensemble et, d'autre part, un volet plus théorique avec le Groupe d'étude et de recherche en médecine (GERM), des intellectuels de gauche qui réfléchissent à l'enjeu de l'égalité face à la santé et apportent une validation scientifique aux expérimentations. Puis il y a des événements marquants, comme, en 1979, la grève des médecins généralistes qui avait pour objectif de conserver le droit de ne pas être conventionnés⁽²⁾. Les médecins des maisons médicales ont cassé la grève en assurant les permanences et les urgences parce que l'objectif était l'accessibilité maximale, encadrée par l'État, de la médecine « de première ligne ». Ce fut un événement politique majeur. Que faire des suites de la grève ? Que serait-il utile d'obtenir pour continuer le combat ? Un financement au forfait fut avancé. Ce dispositif existait déjà dans la loi, mais n'avait encore jamais été appliqué. Il fonctionne comme un contrat tripartite entre un patient, une maison médicale et une mutuelle : le patient s'engage à ne fréquenter que sa maison médicale, la mutuelle paie un forfait fixe mensuel à celle-ci qui fournit les soins de première ligne sans demander d'argent au patient. Ce forfait est payé que le patient consulte ou ne consulte pas. La première maison médicale est

apparue en 1983 et elles se sont multipliées, 80% d'entre elles appliquent le forfait.

Au début, le forfait était minoritaire, non ?

Oui, puis il a été réévalué pour être financièrement rentable. En 2013, les derniers changements ont fait basculer les maisons médicales réticentes. On a toujours besoin d'accessibilité pour les patients. On est passé de quelques unités en 1983 à 112 côté francophone et une trentaine en Flandre.

Voit-on à cette époque une scission entre des visions différentes de l'acte médical ?

Lors d'un congrès, il fut dit que les maisons médicales faisaient de la médecine de gauche dans un secteur traditionnellement de droite. Ça résume bien nos relations avec les autres praticiens et avec le politique, en l'occurrence Maggie De Block. La manière de travailler est assez similaire, sauf qu'en maison médicale, nous travaillons en équipe autour d'un patient, avec des disciplines diverses qui ont le même poids. Les maisons médicales sont en autogestion pour des raisons idéologiques et aussi d'égalité face au patient, qui doit être pris en charge le mieux possible. Pas de hiérarchie entre le médecin, le kiné et les infirmières, les décisions sont prises collégalement.

Où est l'opposition ?

Ce sont les mêmes médecins qui peuvent travailler au forfait, ou non. La philosophie et les moyens sont différents. En maison médicale, presque tous les travailleurs sont salariés, car payer des cotisations sociales, c'est redistribuer l'argent de manière solidaire. Avec cet argent, les praticiens font à la fois du préventif et du curatif. En travaillant à l'acte, ils gagneraient plus...

Il me semble qu'il y a deux avantages aux maisons médicales, celui d'une médecine communautaire et de proximité, et celui du travail en équipe. Pourriez-vous développer ces aspects ?

Le principal avantage est au niveau de la santé elle-même : avoir une structure pluridisciplinaire avec plusieurs regards autour du patient incluant le psycho-social, le curatif et le préventif. Nous prenons en compte les déterminants de la santé, car le biologique n'entre en compte que pour 30% des pathologies. Le reste relève de l'environnement au sens large (habitation, alimentation, contacts sociaux, travail, chômage, etc.). Si on veut une population en bonne santé, il faut agir sur ces déterminants en travaillant sur les conditions de vie dans le quartier, en relais avec d'autres institutions, de manière à ce que nous ne nous contentions pas de soigner le symptôme mais agissons sur les causes. Exemple typique, un patient arrive avec une bronchite chronique. Si on n'améliore pas la qualité de son logement, lui administrer des aérosols ne sert à rien. Un avantage du forfait est d'éliminer la relation d'argent entre le soignant et le soigné. La prise en charge est meilleure. Pour les soignants, il y a aussi des avantages, notamment un confort de travail, contrairement aux anciens médecins de famille qui prestaient des horaires énormes. Dans un travail d'équipe, nous pouvons nous remplacer les uns les

autres, la pression sur chacun diminue, et ça fonctionne.

Un effet bénéfique de la médecine de groupe ne serait-il pas que les praticiens soient dans ce cas plus motivés à préserver la bonne santé de leurs patients, alors qu'inversement on accuse la médecine à l'acte d'avoir des effets pervers : multiplication des actes, donc des honoraires du médecin...

Pas tout à fait. Prenons un exemple. Quand une personne arrive avec de la fièvre, dans une maison médicale, on aura tendance à la faire revenir trois jours plus tard pour vérifier la persistance de ses symptômes avant de lui prescrire éventuellement des antibiotiques. À l'acte, le médecin prescrira certainement directement des antibiotiques, qui seront ingérés aussitôt par le patient. En maison médicale, nous arrivons à faire des économies en termes de prescription, tout en obtenant une santé globalement meilleure, puisque nous faisons de la prévention.

Le coût social de la santé semble finalement équivalent entre la médecine socialisée et individuelle...

Depuis 2013, on identifie dans le budget de la sécurité sociale la part du forfait dans la première ligne, ce qui n'était pas le cas avant. Il y a une augmentation continue et régulière du budget au forfait. De Block réagit en voulant freiner cette médecine au forfait, ce qui pourrait paraître logique... sauf qu'il y a aussi une augmentation du nombre de personnes soignées au forfait, ce qui fait croître le budget. Au final, comme il y a un transfert entre les budgets destinés aux soins à l'acte et ceux au forfait, il n'y a pas de surcoût global.

Les patients sont-ils parfois choisis ?

Oui, alors que c'est interdit. Mais c'est indétectable. Dans les maisons médicales, nous refusons cette logique. Il y a eu des dérives dans le système forfaitaire mais, en 2017, deux études ont montré que les pratiques forfaitaires ne coûtaient pas plus cher que les actes. Notre hypothèse est que les maisons médicales généralement se mettent des balises pour ne pas dérapier. Il est donc injuste de mettre toutes les pratiques forfaitaires dans le même sac. En 2016, De Block est au faite de sa popularité et le gouvernement décide de faire 900 millions d'économie uniquement sur les soins de santé, et il a réussi son coup. Entre-temps, De Block a dégringolé dans les sondages et s'est repliée sur sa commune. Elle a organisé à la fois un audit et décidé d'un moratoire sur l'ouverture de nouvelles maisons médicales, dans le but de faire une économie de 7 millions d'euros. On ne connaît pas encore officiellement les résultats de l'audit mais le bruit court qu'on serait arrivé à la conclusion qu'une pratique au forfait coûterait une fois et demi plus cher que la médecine à l'acte⁽³⁾. De Block aurait-elle atteint son but ? Une autre étude montre que la médecine forfaitaire prescrit moins d'antibiotiques et plus de génériques, ça permet des économies pour la sécurité sociale. Mais la ministre semble s'entêter... On pourrait l'accuser de défendre la médecine libérale mais les maisons médicales ne représentent pas

une menace pour celle-ci, puisque c'est seulement 3% de la population qui y a recours.

Les maisons médicales ne seraient pas bonnes pour la croissance et les profits ?

La réponse se trouve dans ce qui s'est passé jadis : il y a des médecins qui n'avaient toujours pas que les maisons médicales aient cassé leur grève en 1981 et idéologiquement les médecins des maisons médicales sont de gauche dans un secteur classé à droite. Rien d'autre sur les motivations, à mon avis.

La crainte serait plutôt que les maisons médicales aient plus de succès que la médecine libérale ?

C'est uniquement une lutte idéologique, dans laquelle la désinformation sur les maisons médicales va bon train. Les libéraux nous voient comme une concurrence alors que les maisons médicales n'ont jamais rien remplacé, elles complétaient l'offre dans un contexte de pénurie de généralistes.

Quelles sont vos relations avec les autres médecins généralistes, les spécialistes et les mutuelles ? Y avez-vous des alliés ?

Les mutuelles, les associations et les syndicats soutiennent la logique du forfait car cela permet un accès financier aux soins pour des gens qui autrement en seraient privés. Pour les mutuelles, les remboursements dans les maisons médicales sont stables, les budgets sont prévisibles, tandis que chaque acte isolé doit être remboursé, ce qui est imprévisible. Nous avons des alliés objectifs. Constituées en asbl, les maisons médicales ne recherchent pas le profit, même si les niveaux de rémunération sont satisfaisants.

Quelles sont vos relations avec les syndicats de médecins généralistes ?

Il y en a deux. L'ABSyM⁽⁴⁾ est le syndicat des spécialistes et le GBO des généralistes. Nous avons de bonnes relations avec celui-ci. Par contre, le premier, qui a l'oreille de la ministre et est majoritaire, a essayé de détruire l'étude inter-mutuelliste.

Les syndicats déplorent qu'il n'y ait plus de concertation entre les politiques et la société...

Notre base nous reproche parfois notre positionnement avec la ministre, mais celle-ci ne nous a jamais reçus dans son cabinet !

Mais par contre elle écoute les médecins libéraux !

Visiblement, elle a pour eux une oreille attentive.

Y en a-t-il d'autres qui vont dans le sens de Maggie De Block ?

Oui, la partie de la société qui s'aligne sur elle, comme les mutualités libres, la FEPRFO⁽⁵⁾, l'ABSyM. C'est la « pilarisation » de la société belge dans toute sa splendeur ! Ils se comportent comme ont pu le faire les catholiques et les socialistes en leur temps.

Quand je vois votre étude sur Colfontaine et l'impact sanitaire de l'usine Bell dans le coin⁽⁶⁾, ne croyez-vous pas que vous êtes vus comme gênants par certains bords politiques ?

Je crois dans la liberté associative, dans la liberté d'expression. On ne doit pas changer son discours pour plaire aux politiques.

Quand vous faites remarquer le poids de l'environnement sur la santé, vous allez à l'encontre d'une certaine idéologie bien en vue aujourd'hui...

C'est pourtant scientifiquement validé et nous sommes enviés dans le monde pour notre modèle,

efficace et bien financé. Puis, toute cette argumentation peut être mise de côté pour des raisons politiques.

N'est-ce pas radicalement plus difficile de négocier avec ce dernier gouvernement ? Jusque-là, ça se passait plutôt bien, non ?

C'est évident. L'autre aspect est la multiplication des maisons médicales. Quand il n'y en avait que 4 ou 5, ça ne dérangeait pas. Mais nos ambitions d'atteindre 10% de la population en 2025 font peur à certains.

Pourtant comme il y a une pénurie de généralistes, les maisons médicales ne devraient pas être ressenties comme une concurrence...

Bien sûr. Alors que la pénurie de généralistes est provoquée par le numerus clausus au niveau fédéral et par la fixation de sous-quota au niveau régional.

Le numerus clausus serait le produit du lobbying de médecins libéraux. Vous confirmez ?

Jadis, lorsqu'on sortait diplômé en médecine, on cherchait sur une carte les villages de quelques centaines d'habitants sans généraliste et on partait s'y installer. Puis il y a eu surabondance de médecins et décision d'un *numerus clausus*. L'idée était que plus il y a de médecins, plus ça allait coûter cher à la sécurité sociale. La sécurité sociale assure des revenus confortables à partir du moment où on installe un monopole d'État, les médecins peuvent pratiquer librement leurs tarifs, à charge pour les patients de faire leur choix. C'est particulièrement le cas chez les spécialistes, dont certains palpent 500.000€ par mois. Alors, arrêtons de chercher des poux aux généralistes !

Les dérives de la médecine libérales sont passées sous silence, le fait que des ophtalmologues demandent 2.000 euros par acte, parfois « avec enveloppe ».

On sait que ça existe, mais pas trop en Belgique, en tout cas.

Quels sont vos rapports avec les médias dominants ?

Lors de la création des maisons médicales, ce fut dur. Il y a eu parmi nous un consensus de discrétion : pas de communication externe pour ne pas faire de vagues et provoquer les médecins libéraux. Cette crainte s'est ancrée jusqu'à ce que la ministre De Block nous ait dans son viseur, ce qui nous a obligés à sortir du bois. Son objectif était de casser les maisons médicales mais elle a obtenu l'inverse en nous procurant une visibilité médiatique. D'une part, nous nous sommes organisés pour mieux communiquer vers les médias qui sont friands de ces informations ; d'autre part, la liste des personnes s'inscrivant chez nous s'allonge, les patients déjà inscrits se mobilisent pour nous défendre. Nous avons profité de la curiosité des médias. Le secteur associatif, dans la foulée, nous soutient aussi.

La mise en réseau des associations n'est-elle pas la solution ? Les maisons médicales sont d'ailleurs présentes dans le collectif d19/20...

Notre enjeu est de travailler de manière transversale et en réseau, localement, et plus largement avec l'ONE, Médecins du monde et les plannings familiaux, par exemple. On essaie de créer des structures communes pour faire des économies d'échelle. Politiquement, nous participons à la plateforme *Action santé solidarité*, une structure qui dénonce la marchandisation de la santé au niveau européen. Nous cherchons simplement à avoir un meilleur effet de levier.

Quant à Médecine pour le peuple, est-ce qu'ils ne vous desservent pas parfois ?

En matière de santé, ce sont nos alliés idéologiques, en tout cas. Nous partageons aussi les mêmes enjeux au niveau du forfait. Là où nous différons, c'est que les maisons médicales visent la transformation sociale alors que Médecine pour le peuple a, en plus, des visées électoralistes, qui débordent parfois de la thématique de la santé. Quand ils boycottent l'audit, c'est pour en faire un positionnement politique à relayer dans la presse, alors que les maisons médicales en acceptent le principe puisqu'elles n'ont rien à se reprocher. Hélas, Médecine pour le peuple occupe tout l'espace médiatique au détriment des maisons médicales. Certains patients pensent erronément que nous sommes affiliés au PTB, puisque Médecine pour le peuple parle au nom des maisons médicales, sans faire la distinction. Ils possèdent 11 maisons médicales et un bon service de com', nous en possédons 10 fois plus, mais sans la com'. Mais nous en tirons la leçon et améliorons désormais notre communication.

Avez-vous des membres des classes moyennes en maisons médicales ?

Oui, notre public est mixte. Personnellement, n'étant jamais malade, mon forfait sert de solidarité avec les autres. D'autres suivent mon exemple, de plus en plus.

Donc le cabinet De Block se moque du bien-être des patients précarisés ?

Oui, c'est de l'idéologie de la réduction budgétaire, pour seulement 7 millions d'euros !

Propos recueillis par Alain Adriaens et Alexandre Penasse, le 15 janvier 2018.

Retranscrits par Bernard Legros.

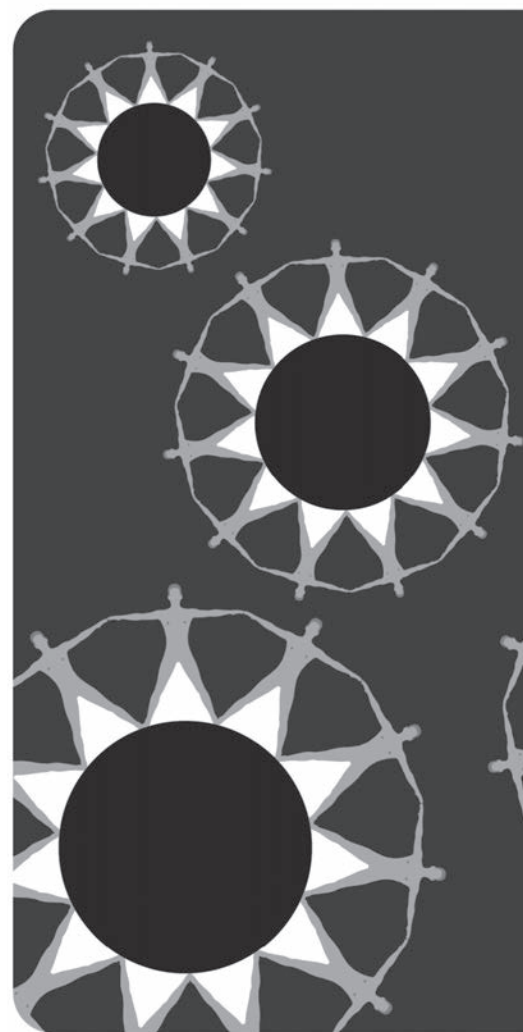


Illustration: Doriane Millet

(1) Secrétaire général de la Fédération des maisons médicales depuis 2016.
 (2) « Un médecin conventionné adhère à la convention médico-mutualiste et s'engage ainsi à respecter les honoraires de référence fixés dans la convention », www.partenamut.be.
 (3) L'audit commandé par le cabinet de la Ministre De Block à la firme privée KPMG a révélé ses résultats le 22 janvier. Fortement favorable au secteur des pratiques forfaitaires, il a conduit à lever le moratoire sur les maisons médicales, qui durait depuis trois mois.
 (4) Association belge des syndicats médicaux.
 (5) Fédération des Pratiques médicales de première ligne au forfait
 (6) www.maisonmedicale.org/Bell-telephone-un-gateau-empoisonne.html

LES DÉCHETS NUCLÉAIRES : NÉGATION DE L'AVENIR

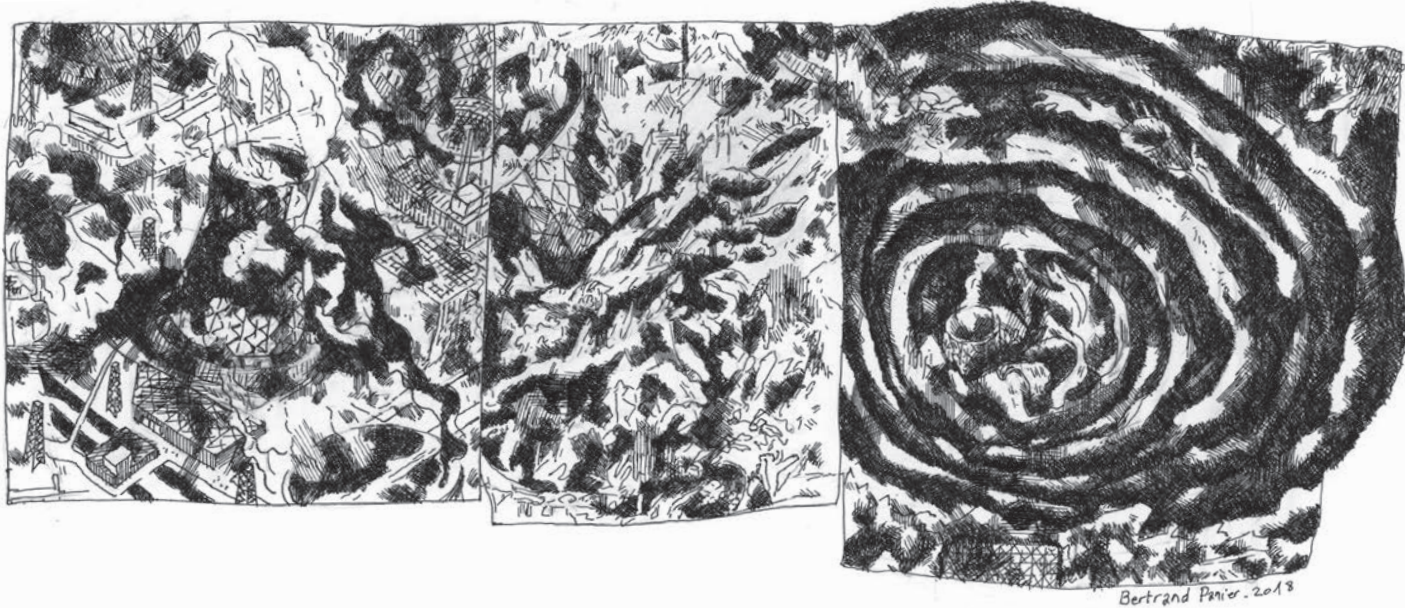


Illustration: Bertrand Panier

Comme tous les pays qui se sont engagés dans la mise en œuvre de la production d'électricité d'origine nucléaire, la Belgique s'enfonce dans une impasse. Un des éléments en est le démantèlement des centrales et la « gestion » des déchets nucléaires, en particulier de catégorie B et C, à la durée de vie de centaines, de milliers, voire de millions d'années. Assurer un stockage sûr et pérenne sur cette durée inimaginable relève de la quadrature du cercle n'en déplaise à ces cadres de l'Andra (Agence française des déchets), qui, comme d'autres, déclarent sans ciller avoir pour objectif de « *prendre en compte les aléas humains et climatiques et apporter la démonstration de la sûreté du stockage sur une période d'un million d'années* ».

Que dire alors de son coût, pour nous et pour les générations futures ? En Belgique, une enveloppe de 14,8 milliards est prévue pour le démantèlement des réacteurs et la gestion des déchets, à supposer que cet argent soit encore disponible au moment requis, la majeure partie de la provision déjà versée par l'opérateur (Electrabel) lui ayant aussitôt été prêtée... Qui ne se souvient de la faillite du système bancaire de 2008 et comment, finalement, c'est le citoyen qui, par ses impôts, continue de le renflouer ?

Dans un article paru dans *Le Soir* du 20 janvier, le député fédéral Ecolo Jean-Marc Nollet alerte qu'« *il manquera 20 milliards pour sortir du nucléaire* », une extrapolation pour la Belgique des coûts estimés pour leur pays par l'association professionnelle des opérateurs suisses. Il est difficile de lui donner tort sur ce point. Sur les 14,8 milliards d'euros prévus, 5,5 milliards seraient affectés au démantèlement. Les USA est le seul pays qui a à son actif plusieurs démantèlements de réacteurs atomiques. Or, pour le démantèlement annoncé de 4 réacteurs californiens d'une puissance d'environ 1 GWe chacun, la provision par réacteur est de l'ordre de 2 milliards d'euros (les 2 réacteurs de San Onofre arrêtés en 2012 et les deux derniers réacteurs en activité, ceux du Canyon du Diable qui seront fermés en 2024). Extrapolant aux réacteurs belges, on peut donc raisonnablement penser qu'il manquera environ 7 milliards pour le démantèlement ; ce qui fait que, du budget prévu, il ne resterait à peu près rien pour la gestion des déchets...

S'agissant du stockage des déchets de catégorie B et C, les estimations ne peuvent qu'être très approximatives car il n'y a actuellement que des solutions de laboratoire. Les rares expériences d'en-

fouissement en couche géologique profonde, une méthode de stockage de ce type de déchets vers laquelle s'orientent les pays nucléarisés, ne sont guère encourageantes. Les obstacles et les inconnues sont nombreux, la preuve encore, en Suède où la Cour environnementale vient de rejeter le projet de SKB, l'équivalent de l'ONDRAF (organisme belge des déchets nucléaires), qui prévoyait un enfouissement dans le granit à 500 mètres de profondeur.

Ecolo et Groen se font l'apôtre du stockage en sub-surface pour ces déchets B et C, c'est-à-dire un stockage dans des conteneurs idoines dans un site en sous-sol à faible profondeur, conteneurs à inspecter, entretenir et remplacer à intervalles réguliers de même que le site lui-même, pour « *mieux gérer ces déchets radioactifs en fonction des nouvelles technologies que nous aurions dans une centaine d'années* », laissant de côté toute considération d'ordre moral sur le fait de léguer aux générations futures cet héritage empoisonné. Cette vision des choses repose sur un biais cognitif de taille qui est que demain sera comme aujourd'hui, autrement dit que notre civilisation technicienne et thermo-industrielle perdurera des centaines d'années et que nos descendants disposeront encore des ressources et moyens nécessaires pour entretenir ce site, voire traiter ces déchets mieux que nous n'en sommes capables aujourd'hui. On retrouve cette même croyance dans le projet d'enfouissement dans l'argile de Boom préconisé par l'ONDRAF, un projet qui devrait s'étendre sur cent ans à partir de son acceptation.

NUCLÉAIRE ET EFFONDREMENT

Toutes les civilisations qui nous ont précédés sont entrées en déclin pour finir par disparaître, la nôtre ne devant pas faire exception. Notre particularité, cependant, est que nous disposons des données et outils d'analyse nécessaires pour comprendre et éventuellement anticiper l'effondrement à venir et en atténuer l'impact. Le XX^e siècle a été riche sur ce plan d'événements et d'avertissements annonciateurs.

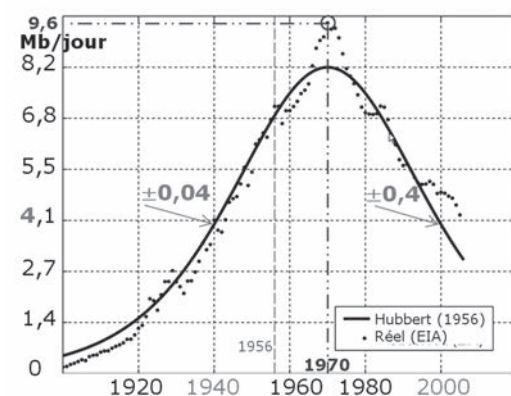
Entre autres exemples, en 1956, Marion King Hubbert, géophysicien de son état, avait prévu le pic de pétrole des USA de 1970. La figure montre la courbe calculée et les points des quantités réellement extraites : on le voit, la correspondance est quasi-parfaite. Plusieurs conclusions pouvaient être aisément tirées de cet événement. Premièrement,

l'extraction de toute ressource non renouvelable connaît un début, un pic et une fin (cela vaut pour le pétrole mondial mais aussi pour tous les autres carburants fossiles, les métaux et les minéraux comme le phosphate). Deuxièmement, avec le temps, l'extraction est de plus en plus énergivore, ce qu'illustre la part croissante de l'énergie consommée par l'extraction des ressources non renouvelables : 10% du bilan énergétique mondial à ce jour. Bref, au-delà de sa valeur prédictive, ce diagramme démontrait déjà l'absurdité de l'idée d'une croissance infinie dans un monde fini. Parfaissant la démonstration, deux années plus tard, en 1972, paraissait le rapport Meadows, *Les limites de la croissance*, première analyse systémique globale de notre mode de développement. Tout était dit.

Ces considérations montrent que jamais aucun réacteur atomique n'aurait dû être construit et qu'aucun réacteur n'aurait dû être prolongé comme cela a été le cas par trois fois en Belgique, sous les gouvernements Verhofstadt (2003), Di Rupo (2012) et Michel (2015). Car plus le temps passe, plus les déchets s'accumulent et plus le problème va croissant. Sans même parler du risque d'un accident nucléaire grave dont la probabilité, elle aussi, augmente avec le temps, l'impasse de la gestion des déchets est une des raisons évidentes de la nécessité de l'arrêt immédiat du nucléaire.

Pour un complément d'information, voir le dossier Kairos dans www.findunucleaire.be/pub/

Francis Leboutte, ingénieur civil, membre de Fin du nucléaire asbl



POUR UNE TRANSFORMATION RADICALE DES BANQUES⁽¹⁾

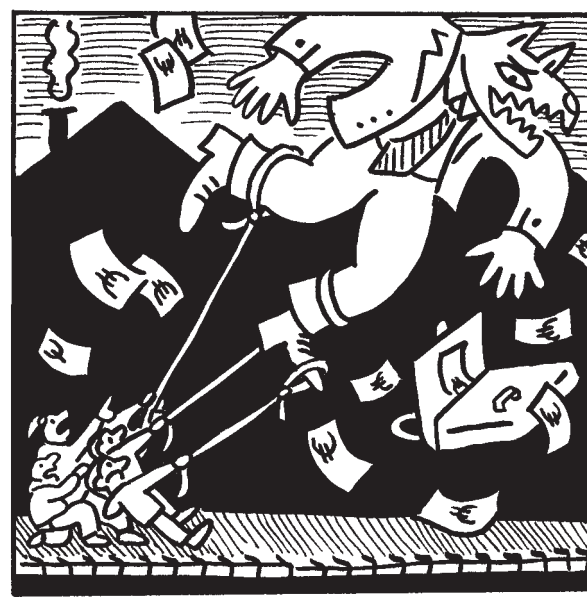


Illustration: Ariane Hugues

Comme le CADTM l'a montré récemment dans une étude sur la dette belge, le coût réel des sauvetages bancaires est régulièrement relativisé, tout comme leur impact sur la dette publique est sous-estimé. Voici près de dix ans, les plus grandes banques belges (Fortis, Dexia, KBC, l'assureur Ethias), au bord de la faillite, étaient sauvées par l'État belge.⁽²⁾ Il en est de même pour une multitude de banques à travers le monde. Où en est-on aujourd'hui ?

Suite à l'explosion de la crise, banquiers, financiers et politiques annonçaient une grande moralisation du système financier et bancaire, la fin des bonus et des rémunérations. Nicolas Sarkozy, lors de son discours de Toulon en septembre 2008, proposait même une restructuration de grande ampleur de tout le secteur bancaire mondial. Rien de tout ça n'a eu lieu. Et comme si ça ne suffisait pas, les banques s'amusent à poursuivre juridiquement toute personne protestant contre leurs méfaits, par exemple pour avoir déplacé symboliquement des chaises en vue d'informer l'opinion publique sur l'évasion fiscale.

Au-delà de l'impact significatif sur les finances publiques, il importe avant tout de pointer les coûts sociaux causés par la crise et surtout la gestion qui en a été faite. L'augmentation de la dette publique qui a suivi les sauvetages bancaires a ensuite été utilisée comme prétexte pour justifier des mesures d'austérité et des réformes structurelles toujours en cours aujourd'hui. Ces mesures touchent le droit du travail, le secteur de la santé, les pensions, le chômage, mais concernant les banques c'est le néant !

La crise financière de 2007-2008 avait pourtant ouvert une fenêtre d'opportunité pour réformer le fonctionnement du secteur bancaire et financier, mais le peu qui a été fait concerne une minorité d'activités ou a été détricoté. Un exemple frappant, concernant la France et la loi bancaire de 2013, émane de Frédéric Oudéa, le PDG de la Société Générale, qui a reconnu devant la Commission des finances de l'Assemblée nationale que cette loi concernerait moins de 1% des activités de son groupe : « Le système bancaire apparaît aujourd'hui comme une énorme bombe à retardement avec de multiples facteurs de risque: des banques d'une taille démesurée, une interconnexion entre elles qui multiplie les risques, des activités spé-

latives très hasardeuses, des fonds propres insuffisants, un contrôle très insuffisant, des sanctions très faibles en cas de manquement, ce que résume parfaitement la formule *too big to jail*, "trop grosses pour aller en prison" »⁽³⁾.

Nous ne le répétons jamais assez, le rôle et l'impact des banques est trop important pour continuer à le laisser aux mains des banquiers. C'est pourquoi au CADTM, nous proposons des mesures radicales pour rendre les banques au service de la population : réduire leur taille, simplifier leur fonctionnement et les reconnecter au réel, qui passe aussi par l'interdiction de la spéculation.⁽⁴⁾

La première mesure de réduction radicale de la taille des banques permettrait de supprimer le risque « *trop grande pour faire faillite* », inhérent à ces banques dites systémiques. Ces dernières, en cas de problème, risquent d'entraîner avec elles de nombreuses autres grandes banques, tant le secteur est interconnecté, répercutant ensuite les effets sur l'économie réelle.

LA RE-PRIVATISATION DE BELFIUS

En Belgique, la banque Belfius prépare une entrée en bourse, ce qui rapporterait entre deux et quatre milliards d'euros et permettrait de désendetter l'État, selon le gouvernement. Or, selon nous, une banque devrait profiter avant tout aux citoyens. La plateforme *Belfius* est à nous, créée il y a plus d'un an et réunissant 21 organisations francophones et néerlandophones, appelle à s'opposer à la privatisation de la banque.

A l'occasion d'un débat sur la radio La Première en janvier 2018, la RTBF reprenait gentiment le discours gouvernemental, arguant qu'il « *souhaite, depuis son entrée en fonction, valoriser ses bijoux de famille et qu'en gardant 51% des parts: Belfius devrait donc garder son statut d'entreprise publique et son ancrage belge* ». Une bien maigre consolation, la stratégie du TINA est bien intégrée dans les esprits.

Au-delà de l'espace belge et de Belfius, nous militons au CADTM pour la socialisation intégrale du système bancaire. Qu'est-ce que cela représente et

en quoi cela diffère de la nationalisation ? Patrick Saurin, ex porte-parole de Sud Solidaires BPCE et membre du CADTM France explique : « *Parce que nous considérons que l'épargne, le crédit, la sécurité des encaisses monétaires et la préservation de l'intégrité des systèmes de paiement (espèces, cartes, chèques, virements, paiements électroniques, etc.) relèvent de l'intérêt général, nous préconisons la création d'un service public bancaire par la socialisation de la totalité des entreprises du secteur bancaire et de l'assurance. Ce service public disposerait de la maîtrise et du contrôle de la création monétaire. La socialisation, terme que nous préférons à celui de nationalisation, signifie que les établissements sont placés sous contrôle citoyen dans le cadre d'un dispositif associant les salariés, les clients, les élus locaux, les associations et les représentants des instances bancaires nationales et régionales. Seule une telle organisation est susceptible de permettre au service bancaire de devenir un véritable outil au service de la collectivité, et de ne plus être une arme entre les mains de quelques spéculateurs qui spolier les populations. Un tel système bancaire socialisé devrait être l'outil du financement du projet essentiel des années qui viennent : la transition écologique* ».

Il ne faut donc pas confondre socialisation du système bancaire et centralisation entre les mains de l'État. La socialisation permettrait de soustraire les citoyens et les pouvoirs publics à l'emprise des marchés financiers. Nous nous réapproprierions les choix de financement, en somme dédier l'activité bancaire au bien commun

Robin Delobel

(1) Cet article reprend quelques éléments qui seront développés en profondeur dans la prochaine revue du CADTM, *Les autres voix de la planète*, à paraître fin avril 2018, consacré aux banques et à la socialisation.
 (2) Jérémie Cravatte, *Le coût réel des sauvetages bancaires*, 23 janvier 2018, L'écho.
 (3) Revue *L'Anticapitaliste* numéro 86, avril 2017.
 (4) Par manque de place nous ne développons pas ici toutes les propositions du CADTM sur les banques, pour approfondir voir le texte *Que faire des banques ?*, op.cit.

BRÈVES

APPEL
AU SPÉCISME !

Pauvres frères dits inférieurs... Nous les humains leur prêtons injustement nos propres vices. Il m'insupporte de lire régulièrement les choses suivantes : une « ânerie », alors que les ânes, contrairement à la croyance populaire, ne sont pas du tout « bêtes ». Ecrivons plutôt stupidité ou ineptie ; « *L'homme est un loup pour l'homme* », alors que la solidarité est la règle dans les meutes de loups. Non, Monsieur Hobbes, l'homme est un homme pour l'homme ! Enfin, actualité oblige, trouvez-moi un porc qui ferait subir à sa femelle brimades, harcèlement ou viol ! Il n'y a dès lors aucune raison de vous « balancer », chers cochons. De grâce, laissons les animaux tranquilles !

B. L.

A FOND,
LA NUMÉRISATION !

Le centre Jean Gol, par la voix de son directeur, l'ultra-libéral Corentin de Salle, préconise que toute la société belge accompagne la robotisation de l'économie, sur fond de destruction créatrice (la vieille scie schumpéterienne a la peau dure !). Tout y passera, y compris l'administration et l'école : « *En fait, il faut introduire les sciences informatiques dans l'enseignement obligatoire d'une manière beaucoup plus ambiguë et explicite que dans le pacte pour un enseignement d'excellence* » (*Le Soir*, 27/12/2017). Au nom de la compétitivité de la Belgique, les libéraux veulent toujours plus de haute technologie, de connexions à haut débit, d'écrans, de codes et de clics. Des claques !

B. L.

LE SEL DE LA VIE

Léonore Frenois

CE QUI FAIT QUE LA VIE
EST PLUS QUE LA VIE

En cette fin 2017, j'ouvre *Le sel de la vie* de feu Françoise Héritier, petit livre dont la démarche particulière entre subtilement en résonance avec nos existences : « *Il y a une forme de légèreté et de grâce, dans le simple fait d'exister, au-delà des occupations, au-delà des sentiments forts, au-delà des engagements politiques et de tous ordres, et c'est uniquement de cela que j'ai voulu rendre compte. De ce petit plus qui nous est donné à tous : le sel de la vie* ».

L'anthropologue y consigne en une longue liste ce qui constitue pour elle l'essentiel de l'existence : ces petits riens, ces instants souvent volés à une vie trop active professionnellement. On se reconnaît dans certains (humer l'air du petit matin frais, sourire à qui ne s'y attend pas, s'asseoir à côté d'une fenêtre ouverte, prendre son temps pour choisir un rien, observer la démarche des passants et faire de la psychologie sauvage, attendre à la terrasse d'un café, penser parfois à respirer profondément, être bêtement content de ce qu'on vient de faire, etc.) et on y perçoit en filigrane le portrait de cette grande intellectuelle qui savoure et déguste chaque miette de ces moments, partagés ou solitaires, mais toujours en connexion avec l'essence de ce qui nous constitue en tant qu'humains. Cette capacité à s'émerveiller de tout, parce que conscients de vivre chaque seconde d'un temps qui s'écoule inexorablement. La vie, ce fil ténu qu'il ne revient qu'à nous d'assaisonner en aiguisant nos sens : regard, odeurs, souffle, écoute, rencontres, sensations, mais aussi réminiscences. Comme le



rappelle la célèbre féministe, la madeleine n'est pas totalement proustienne en ce sens que ce n'est pas seulement son goût qui ressuscite l'enfance, mais toute la vie autour qui s'y trouve cristallisée.

La titulaire de la chaire de Lévi-Strauss au Collège de France place au cœur de sa vie ces milliers de petites joies voire peines toutes enfantines qui ne sont pas sans rappeler, mais avec davantage de

sel que de sucre, une Amélie Poulain. Elle érige ainsi sa vie en œuvre d'art, la saveur particulière d'un mot faisant bondir l'imaginaire bien plus avant qu'un dialogue de cinéma. C'est l'imaginaire mais aussi le corps tout entier, avec une profonde sensualité, qui constituent les moteurs de cette délicate mécanique du souvenir.

Sans jugement, critique sociétale ou autre existentialisme, Françoise Héritier nous convie en toute simplicité à voir et sentir à 100%, comme si notre vie entière était une succession de plans dont il nous revient de régler le focus, passer aux gros plans, saisir avec finesse sons et ambiance, dans un montage jouissif et aléatoire. Atteinte d'une maladie auto-immune pendant plus de 30 ans, ses capacités d'émerveillement et de croyance en la vie ne semblent guère avoir été atteintes, que du contraire. Humour et légèreté de ces instants fugitifs qui ne peuvent nous être enlevés se dégagent au fil des pages de ce formidable hommage à la vie. On se prend à lire à voix haute ces énumérations interminables et savoureuses, fonctionnant souvent par association libre, qui au dire de l'écrivaine pourraient ne jamais s'arrêter. On pense aussi à l'aura définie par un Walter Benjamin, « *Suivre du regard, un après-midi d'été, la ligne d'une chaîne de montagnes à l'horizon ou une branche qui jette son ombre sur lui* », qui pourrait tout aussi bien figurer dans la liste de Françoise Héritier, de par sa profonde (ce sont ses mots) « *empathie avec le vivant* ».

Et vous, quel est le sel de votre vie ?

Léonore Frenois

Illustration : Léonore Frenois



Ceux qui lisent régulièrement *Kairos* connaissent les articles de Bernard Legros qui, pour expliquer l'apathie de nos contemporains, évoque souvent Etienne de la Boétie et son célèbre ouvrage, *La servitude volontaire*. Cet auteur n'est pas le seul à exhorter ses contemporains à se

décider à briser leurs chaînes. En 1905, année de la première révolution russe, Léon Tolstoï écrivait *Le refus d'obéissance*, livre dans lequel il appelle également à l'insoumission. À son époque aussi, le pouvoir d'une minorité reposait sur la servitude volontaire de chacun. Il exhorte dès lors à refuser d'obéir, de ne plus participer à un régime tyrannique, quel qu'il soit. L'affranchissement des dominés ne pourra venir que d'eux-mêmes, quand ils décideront de ne plus servir les puissants, quand ils choisiront le perfectionnement moral (Tolstoï était un fervent chrétien) et l'entraide. Tolstoï ne s'en prend pas seulement à l'autocratie tsariste, il critique aussi les révolutionnaires, libéraux ou socialistes. Il accuse les meneurs de son temps de tromper le peuple, de conduire les masses, en majorité paysannes, dans une impasse : celle de la modernisation du pays, de son industrialisation et de son occidentalisation. Partisan d'une vie simple, il critique durement tout gouvernement qui se fonde sur l'oppression et la manipulation du peuple. Certes, Tolstoï est un peu réactionnaire mais ne manque-t-il pas, de nos jours, des voix fortes qui dénoncent tant les exploités du peuple que ceux qui les subissent sans réagir ?

L. Tolstoï, *Le Refus d'obéissance. Écrits sur la révolution, L'échappée*, collection Le pas de côté, 292pp., 20€, [1905] nov. 2017.

A.A.



Anna Bednik n'est pas une journaliste en chambre. Son livre, *Extractivisme*, elle l'a fait mûrir de longues années dans des luttes de terrain, depuis les forêts équatoriales jusqu'aux campagnes françaises, où des populations résistaient respectivement à des projets de mines de

cuvrier et d'exploitation des gaz de schiste. De ces combats vécus, elle a tiré une somme extraordinairement complète, abordant tous les aspects, scientifiques, économiques, géopolitiques... de l'extractivisme, cette conséquence terrible de la logique productiviste qui lance ses machines à l'assaut des communautés humaines, de la vie...

Anna Bednik, *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances*, Le passager clandestin, 368pp., 18€, 2016.

A.A.



Druilhe et Domi (Vincent Cheney) ont la dent dure. Tant la société productiviste que les militants écologistes qui manquent de cohérence passent par la moulinette de leur humour corrosif. 10 ans des aventures de « Stef le décroissant » qui fit, en bande dessinée, les beaux jours de *La Décroissance*, cela rappelle bien des souvenirs et illustre comment la pensée des décroissants basés à Lyon a combattu, avec rage et détermination, un monde qui les rejette avec autant de violence qu'ils ne le conspuent.

Les scénarios de Domi sont d'une lucidité désespérante et les dessins de Druilhe foisonnent de gouffres, crashes et autres catastrophes qui traduisent graphiquement cette atmosphère pré-apocalyptique. Un amateur de petits mickeys peut passer des heures à dénicher dans les vastes fresques de Druilhe tous ces petits détails qui stigmatisent notre société du paraître, depuis les gourous du *greenwashing* (cristallisés sous le visage de l'hybride Nicolas Bertrand) jusqu'aux franchement cy-

niques qui détruisent le monde sans la moindre hésitation. Et, surtout n'allez pas accoler les initiales de nos deux auteurs en un DD, acronyme de développement durable, ce qui ferait éclater la colère qui bouillonne derrière leurs dessins et histoires édi-

Druilhe et Domi, *Vive les Décroissants*, Editions L'échappée, 238pp., 24€, 2017.

A.A.

Derrière l'activisme des GAFA se cache un projet politique précis, à visée totalitaire, qui parachève l'utopie cybernétique : acquérir des moyens d'action sur la totalité des activités humaines au moyen d'un « écosystème de manipulation » appelé *nudge*, qui se décline en diverses stratégies : numérisation, interconnexion généralisée des êtres humains et des machines, calcul algorithmique des probabilités, analyse prédictive par le *data mining* (forage des données), publicité ciblée, manipulation des élections, ingénierie comportementale, *scoring* (évaluation permanente), etc. Est menacée la possibilité de choix raisonné et de maîtrise de nos existences, sans même s'en rendre compte, tout en se croyant toujours « libre » : « *L'individu contemporain en vient à confondre la passivité du choix avec l'activité de l'expression individuelle, la soumission aux normes produites par le libéralisme avec l'affranchissement des structures autoritaires* » (p. 78). Collectivement, nous connaissons un « *appauvrissement de la diversité culturelle, intellectuelle et informationnelle* » (p. 65) ; les smart cities gèrent les villes par automatisation, sans besoin de la politique. L'auteur a réalisé une enquête fouillée sur l'état présent et donne de nombreux exemples dans lesquels se retrouveront les lecteurs qui utilisent Shazam, Spotify, Facebook ou le moteur de recherche de Google. Cette lourde menace sur l'humanité provient d'un minuscule territoire appelé Silicon Valley et de sa contre-culture, dont est retracée l'histoire. Dans cette société de surveillance ubiquitaire, tout sera permis mais rien ne sera possible.

Philippe Vion-Dury, *La nouvelle servitude volontaire. Enquête sur le projet politique de la Silicon Valley*, Fyp, 2016, 252pp.

B. L.



On doit à George R. R. Martin un roman *fantasy* moyenâgeux, *A Song of Ice and Fire*, dont on a tiré une série-culte, *Le Trône de Fer*. Partant d'une réelle vision philosophique, Michel Weber voit dans cette œuvre « magico-épique » une métaphore du versant obscur du monde contemporain. Pas vraiment d'optimisme et encore moins d'angélisme dans ce livre, mais le constat glaçant des rapports humains plus que jamais basés sur la manipulation, la domination et le sadisme : « *Une crise globale systémique extrêmement violente est en train de déstructurer nos sociétés par la guerre, le sexe et la torture, sans toutefois remettre en cause la conspiration des oligarques* » (p. 133). Il n'est pas nécessaire d'avoir lu l'œuvre originale pour saisir le propos de l'auteur à travers son érudition, qui en appelle à Orwell, Hugo, Tocqueville, Fromm, Mumford, Pasolini ou encore Goya, sans oublier les personnages fictifs du *Trône de Fer*. Il nous donne sa définition de la crise systémique (financière, globale et terminale) et la met en miroir avec celle de Martin : contrairement à ce que l'on penserait, « *le pouvoir de la finance est intact* » et conformément à ce que l'on pressent, « *le vide politique est abyssal* » et « *l'effondrement écologique est imminent* ». C'est la partie concernant la typologie du pouvoir qui est la plus passionnante et aussi la plus inquiétante : guerres, intrigues et torture comme mode de gouvernement ;

distinguo entre schizophrénie, psychopathie et sociopathie. Alarmons-nous, ce sont ces derniers, les sociopathes, qui aujourd'hui ont la main ! En annexe, le discours de l'écologue et biologiste Guy McPherson sur la crise systémique réintroduit de la morale dans ce monde cruel. Une lueur dans l'obscurité.

Michel Weber, *Pouvoir, sexe et climat. Philosophie du Trône de Fer*, Le Cénacle, 2017, 190pp.

B. L.



Médecin et ancien ministre du gouvernement Raffarin, Jean-François Mattéi (né en 1943) s'intéresse ici, par le biais de la philosophie morale, aux transformations de l'homme dans la modernité tardive. Cet ouvrage rouvre le dossier du sens et interroge des avan-

cées scientifiques et techniques inquiétantes qui appellent des réponses éthiques. Contre le réductionnisme du « tout génétique », il rappelle l'importance de l'environnement naturel et culturel dans la facture d'une existence, et que ce « génétisme » est aussi une porte ouverte à l'eugénisme. L'ADN, l'évaluation de la vie humaine, la biologie de synthèse, la modification du génome, la FIV, la PMA et la GPA sont passées au crible de son jugement. Les chapitres sur le transhumanisme et le posthumanisme soulignent que la santé en est l'alibi dans l'opinion publique, leur permettant d'avancer masqués sans susciter de résistance ; en plus, « *ces victoires de l'intelligence pourraient être la défaite de la pensée* » (pp.152&153). Mattéi se fait métaphysicien en se demandant où se cache la conscience. Certainement pas dans l'intelligence artificielle, affirme-t-il. Certes, il prêche la sauvegarde de l'humanisme, de la culture, de la spiritualité et du sens des limites mais, dans un sursaut de scientisme, il termine sur quelques fausses notes dans la conclusion : le principe de précaution serait « *d'un immobilisme funeste* », les arrachages d'OGM seraient « *d'un autre temps* », les intellectuels d'aujourd'hui auraient « *perdu toute prise sur notre époque* »... Ah bon ? Donnons-lui alors quelques conseils de lecture : Michéa, Dupuy, Azam, Dufour, Deneault, Lebrun, Weber, Arnsperger, Flipo, Wolff, Rey, Accardo ou encore Simone.

Jean-François Mattéi, *Questions de conscience. De la génétique au posthumanisme, Les liens qui libèrent*, 2017, 286pp.

B. L.



Après l'excellent *Internet rend-il bête ?* (Robert Laffont, 2011), Nicolas Carr poursuit sa critique de la technique moderne en s'attaquant cette fois à l'automatisation, dont il n'y a pas de bon ou de mauvais usage, dit-il, car elle ampute nécessairement nos facultés proprement humaines, et à terme

nous remplace par la machine. Dans l'histoire de l'industrialisation, le mot apparaît pour la première fois en 1946. Carr prend des exemples issus de son expérience propre, tels la conduite automobile, ou le pilotage des avions de ligne, aujourd'hui totalement informatisé, ce qui paradoxalement induit du stress chez ceux qu'on hésite encore à appeler des « pilotes ». Tout cela n'a pas seulement des conséquences sur le taux d'emploi, mais également dans notre psyché et nos pratiques. L'automatisation nous procure souvent un faux sentiment de liberté, nous ouvre les portes de l'oisiveté et du moindre effort, altère notre faculté de jugement, endort notre vigilance, redéfinit notre rôle, nos comportements et nos compétences de travailleurs, ce qui bat en brèche la théorie de la substitution, selon laquelle les effets de l'automatisation et de l'informatisation sont positifs pour notre façon de travailler. Aux dé-

vots de l'intelligence artificielle, des écrans et de la robotisation, Carr rappelle que « *aboutir aux mêmes résultats que le cerveau humain n'a cependant rien à voir avec l'acte de penser* » (p. 125), que « *plus notre esprit se repose sur la technologie, moins il crée de cartes mentales* » (p. 134), que « *les systèmes d'expertise sont destinés à supplanter – et non à améliorer – notre propre jugement* » (p. 173). Pour résumer, avec l'automatisation « *tout est fait pour que l'humain devienne le maillon le plus faible de la chaîne* » (p. 164). En définitive, « *en atteignant un seuil critique, l'automatisation fait évoluer les normes, les principes et les valeurs de la société, l'ensemble des rapports sociaux et des relations humaines.* » (p. 199).

Nicholas Carr, Remplacer l'humain. Critique de l'automatisation de la société, L'Échappée, 2017, 265pp.

B. L.



Depuis longtemps, on se demande pourquoi un mouvement citoyen d'envergure n'a pas encore émergé pour affronter le défi du changement climatique ; peut-être parce que celui-ci est « *complexe, mal connu, invisible, intergénérationnel et évolue lentement* » et qu'il faut « *accepter des pertes à court terme pour réduire le risque de pertes incertaines à plus long terme* » (p. 371). C'est à cette question que le militant écologiste George Marshall répond dans ce livre documenté, fruit de ses contacts avec des dizaines d'acteurs de terrain, dont des climato-négationnistes anglo-saxons notoires qui « *tirent de leur admirable volonté de tout remettre en question un sentiment de supériorité* » (p. 50). Pas de capitalisme ni de lutte des classes comme grille d'analyse, l'auteur souligne plutôt ce qu'il y a de commun dans notre fonctionnement psychique et ses mécanismes de défense, que nous soyons pauvres ou riches. L'essai répond à 41 questions, sous différents angles de vues : le rôle des catastrophes naturelles, de la religion, des récits, du mensonge organisé, du pouvoir des mots et des symboles, des recherches scientifiques, des convictions politiques et des perceptions sociales, du déni, des rapports entre le cerveau rationnel et le cerveau émotionnel, des biais cognitifs, de la peur de la finitude, du sentiment de fatalité, de la culpabilité, de l'optimisme irréaliste, des grandes messes climatiques inefficaces, de la licence morale et enfin d'une éthique du changement climatique à venir. Sa conclusion est double : d'une part, il brosse l'involution catastrophique d'un monde plus chaud de 4°C dès 2060 ; d'autre part, il prône un certain œcuménisme, comme si les climato-négationnistes et les écologistes allaient pouvoir/devoir travailler ensemble (?). Une analyse qui va à la racine humaine du problème.

George Marshall, Le syndrome de l'autruche. Pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique, Actes sud, 2017, 406pp.

B. L.



Ceux dont la seule évocation du nom provoquera ire et levées inquisitoires pâliront à la vue du titre du dernier livre de Michel Collon ; pour les autres, il méritera qu'on s'y arrête. Critique construite à partir de la lecture de l'ouvrage d'Alain Soral, « *Comprendre l'empire* », « *Pourquoi Soral séduit* » reprend les incohérences et mensonges de l'auteur sur une série de points qu'il détaille en sept chapitres. Ayant le mérite d'être didactique, péchant parfois par ces redondances, l'ouvrage part des erreurs/mensonges/généralisations d'Alain Soral pour établir une correction historique documentée, l'auteur se proposant, dans ce tome 1, d'aborder une « *véritable critique du capitalisme* », dans laquelle

pourtant, s'il est expliqué à qui profitent les pillages coloniaux et guerres, demeure absent la critique profonde du modèle occidental-productiviste. L'interrogation qu'on avait avant lecture se précise par ailleurs après avoir refermé le livre : n'est-ce pas justement le flou conceptuel, les imprécisions, généralités, condamnations faciles d'un groupe, qui expliquent que Soral plaît ? Peut-être ne faut-il ainsi pas voir dans le succès de Soral & compagnie la cause du fourvoiement d'une certaine jeunesse mais la conséquence d'une désillusion couplée à une perte de la capacité à la dépasser par la pensée. Il s'agirait ainsi donc également, outre que de rétablir la vérité historique, de décrire les mécanismes psycho-sociaux à la base de la séduction.

Michel Collon, Pourquoi Soral séduit, Investig'Action, 2017, 522p.

A.P.

Le site de Dany-Robert Dufour...

Cédant à l'amicale pression de bons amis qui voulaient lui offrir une sorte de « *mausolée numérique* », Dany-Robert Dufour (DRD) nous donne accès à une montagne édifiée pendant toute sa carrière – qui n'est pas finie ! – : fac-similés et passages de livres, articles, interviews, spectacles et pour finir un glossaire des concepts que le penseur a creusé durant toutes ces années. A voir ! www.dany-robert-dufour.fr

... et son dernier bouquin



Le dernier livre de DRD, se penche sur un texte qui s'inscrit comme fondement de la pensée libérale : *La fable des abeilles*, fable politique publiée en 1714 par Bernard de Mandeville, qui faisait des vices privés l'origine des vertus publiques. Cynisme poussé à l'extrême ? Mal reçue à l'époque, la fable ne s'est-elle pas parfaitement actualisée à notre époque de délire occidental, où mettre des limites nous rend d'emblée « *réac* », alors qu'on nous invite à devenir « *scandaleusement riche* », pendant que la majorité crève de faim ; où l'homme augmenté-connecté-robotisé s'inscrit comme projet ultime de société ? L'ouvrage débute par une description de de Mandeville et montre le rayonnement de sa fable dans les principes du capitalisme. Il est suivi de cinq textes originaux de de Mandeville.

Bernard de Mandeville, La fable des abeilles, édition revue et commentée par Dany-Robert Dufour, Pocket, 2017, 382p.

A.P.



Attention à certaines opinions qui s'insistent dans le corps social de façon insidieuse, amenant par généralisation à la condamnation de tout un groupe social. Ainsi, Vegan et autres antispécistes, à force de battages médiatiques autorisés, risquent-ils grandement d'assimiler les éleveurs à des assassins... souhaitant au même titre que les animaux qui font leur métier, leur disparition, les mettant dans un grand fatras où on ne les distinguerait plus de l'élevage industriel et de la grande distribution. C'est à lever ces ambiguïtés, confusions, mensonges que l'ouvrage illustré « *On achève bien les éleveurs* », trouve tout son mérite. Aude Vidal identifie dans l'introduction cette confusion qu'il faut absolument éviter : « *Le problème n'est donc pas tant dans le type de production, animale ou végétale, que le mode de production, capitaliste et industriel. Même si l'impact est démultiplié avec les animaux, nous devons nous garder d'une "administration du désastre" et éviter de raisonner hors-sol, depuis le point de vue de consommateurs et de consommatrices urbaines, en criant haro sur le baudet. Il nous faut penser l'élevage dans sa relation avec toutes les activités humaines, dont l'agriculture, et considérer*

ses bénéfiques ». Fruit d'un travail de terrain avec de longs témoignages d'éleveurs, chercheurs, fermiers, paysans victimes de la techno-industrialisation de l'élevage, l'ouvrage part du principe que le rapport de domination est ailleurs que là où on veut nous le montrer – de l'homme sur l'animal –, mais derrière une « *soumission toujours plus poussée de toutes et tous à la société industrielle* ».

On achève bien les éleveurs. Résistances à l'industrialisation de l'élevage, coordonné par Aude Vidal, illustré par Guillaume Trouillard, L'Échappée, 2017, 144p.

A.P.



Parmi la pléthore d'ouvrages consacrés au centenaire de la Révolution d'Octobre, *Les rêves de la jeune Russie des Soviets* de Paul Ariès se penche sur le réaménagement de la société à travers les enjeux qui suivirent le « *Grand Soir* ». Découpés en chapitres évoquant autant de thèmes dont la Révolution s'empara (l'État, l'économie, le travail, l'écologie, l'éducation, la religion, l'armée, la psychologie, la sexualité, l'urbanisme, l'architecture et la culture), l'auteur y dresse et y expose les débats qui faisaient rage entre différentes tendances parmi les bolcheviks. On découvre aussi en quoi ceux-ci s'opposaient aux mencheviks, aux socialistes révolutionnaires (SR) ou aux anarchistes. La thèse défendue présente la foi dans le productivisme comme une condition objective et nécessaire au développement de l'État stalinien au détriment de l'un des slogans d'Octobre : « *Tout le pouvoir aux soviets* ». On saisit également toute la logique de la contre-révolution stalinienne : non seulement elle induit la bureaucratisation, mais elle étouffe également toute contradiction politique en mettant fin à toutes les expérimentations révolutionnaires débouchant du renversement de l'ordre social tsariste et annonciatrices d'une société nouvelle : le communisme.

Paul Ariès, Les Rêves De La Jeune Russie Des Soviets, Une Lecture Antiproductiviste De L'histoire Du Stalinisme, 2017, 346 pages.

Sébastien Gillard

ENCORE UN JOURNAL DE DÉCROISSANTS !

Ça se multiplie, un nouveau magazine décroissant vient de (re)naître : *La Gueule ouverte* qui fit les beaux jours de la presse alternative française entre 1972 et 1980. Fondé par Pierre Fournier, trop tôt disparu, *La Gueule ouverte* a pu compter sur les plumes de célébrités telles Cavana, Reiser, Wolinsky, Cabu, ou Bernard Charbonneau. L'esprit d'écologie radicale, libertaire et anarchiste du canard fut repris par la revue *Silence* depuis 1982 («*Silence*», puisque la Gueule l'avait fermée : www.revuesilence.net/).

En novembre 2017, à partir d'un site en ligne, quelques courageux ont relancé *La Gueule ouverte* et diffusent un premier numéro de 28 pages avec un dossier sur Murray Bookchin (l'écologie sociale et le Rojava) et des articles sur les résistances d'aujourd'hui. Une mise en page surprenante, beaucoup de signes très serrés et un esprit toujours aussi révolté.

Longue vie à nos collègues...

Association Les Amis de la Gueule ouverte, 19 rue de la Saïda, 75015 Paris <http://lagueuleouverte.info/-le-journal-papier->

SOIS BELLE, CONSOMME ET TAIS-TOI !!

L'utilisation du corps de la femme dans la pub n'est pas nouveau mais, en ces temps de réveil d'un féminisme de combat, il n'est pas inutile de revenir sur la misogynie caractérisée du monde de la publicité. Nous n'insisterons pas ici sur l'utilisation des jolies femmes, plus ou moins dénudées, pour faire vendre tout et n'importe quoi en s'appuyant sur les instincts les moins maîtrisés de la gent masculine, cela a été depuis longtemps et fort justement dénoncé. Ce qui est tout aussi choquant est l'insistance de la pub pour inciter les femmes à se plier aux desiderata des marchands et à accepter leurs diktats pour être... belles.

Sans nier le plaisir d'être séduisant.e, partagé par les hommes et les femmes (comme l'indique l'utilisation de l'écriture inclusive dans l'adjectif qui précède), faut-il pour cela passer par les canons d'une beauté formatée et inaccessible par le commun des mortel.le.s. Limiter la séduction à l'aspect extérieur, le *look*, réduit les individus à n'être que des objets, produits de consommation par un autre. Mona Chollet, dans son essai *Beauté fatale*⁽¹⁾, a brillamment analysé les conséquences perverses de cette « tyrannie de la beauté ».

LES QUATRE NIVEAUX DE L'ALIÉNATION

Le monde de la publicité pousse donc les femmes à consommer produits et services en s'appuyant sur un instinct peu maîtrisé de la gent féminine : le désir de plaire. Cela va du plus superficiel au plus profond. Passons en revue.

La mode, en particulier vestimentaire, est la manière la plus efficace inventée pour faire surconsommer des fringues. Mesdames, si vous portez les vêtements de l'année dernière, vous passerez pour une ringarde. Donc, chaque année, chaque saison, il faudra changer de garde-robe (au sens figuré) et donc l'élargir (au sens du meuble) sauf à jeter, ce qui se fait beaucoup (heureusement adouci par le développement de la seconde main qui permet aux pauvresses de profiter des restes des gaspilleuses). Quand on connaît les conditions de travail des petites mains (elles aussi féminines) qui sont surexploitées dans le tiers-monde pour fournir à bas prix les atours des *fashion victims* (esclaves de la mode), on ne peut qu'inciter les femmes à faire usage de leur libre-arbitre que revendique une certaine Peggy Sastre qui s'insurge contre le livre de Mona Chollet en affirmant que toutes les femmes, comme elle, ne sont pas aliénées⁽²⁾. Se targuer d'un féminisme de combat pour rejeter « l'obligation de se libérer » qu'implique la dénonciation de la mode par Mona Chollet est un raisonnement assez tordu, surtout quand cela se trouve sur le site du *Le Plus de L'OBS* qui est bourré de pubs pour dames.

Second étage de l'obligation de séduire, déjà plus intime, les parfums et cosmétiques. Certes, les biologistes nous apprennent que le *profumo di don-*



na⁽³⁾, qu'il soit naturel ou artificiel, parle directement au sens olfactif, le plus proche du cerveau reptilien et de ses pulsions primitives. Mais il est souvent fort coûteux d'attirer ainsi dans ses rets le mâle butineur. Quant aux cosmétiques, les pubs de ces produits miracles pour « *peaux mûres* » (ils ne vont pas dire vieilles peaux, quand même...) c'est très tendance. Peut-être que protéger son épiderme des rides trop prononcées (multipliées par la mode du bronzage intensif) n'est-il pas inutile mais de là à vendre ces crèmes hydratantes à prix d'or sous le vocable d'« anti-âge », il y a là une arnaque manifeste. La jeunesse éternelle est depuis toujours un fantasme des humains mais, sauf à croire au mirage transhumaniste, la vieillesse et ses inévitables dégâts est le meilleur moyen de ne pas mourir jeune.

De plus en plus exigeant quant aux sacrifices imposés (« *Il faut souffrir pour être belle* » dit la maxime quelque peu macho) : la ligne. Alimentation surveillée et achats de produits « *allégés, light, taille fine* » (toujours plus chers que les aliments « normaux »), c'est déjà un bel effort mais il faudra aussi consommer des régimes drastiques et, surtout, s'affilier à un *fitness center* (où l'on se rendra en bagnole et en utilisant l'escalator) pour suer et éliminer ses mauvaises graisses qui « *enlaidissent votre silhouette* ». Sans doute, éviter le surpoids ou l'obésité est à recommander mais une alimentation équilibrée et saine devrait suffire. La mode qui est à la maigreur fait, à l'opposé, de graves dégâts chez les adolescentes

qui, fascinées par ces mannequins qui tirent la gueule du haut de leurs longues guibolles, multiplient les cas d'anorexie. « *On nous Claudia Schiffer, On nous Paul-Loup Sulitzer, Oh le mal qu'on peut nous faire, Et qui ravagea la moukère* » chante à juste titre Alain Souchon dans *Foule sentimentale*, qui pourrait devenir l'hymne des décroissants...

Enfin, dernière étape du consumérisme pour raison du « *mythe de la beauté* »⁽⁴⁾, la chirurgie esthétique. On entre là dans le plus irrationnel, la torture la plus profonde infligée à son propre corps pour tenter de se sentir rassurée par le regard de l'autre. Bien sûr, pour celle ou pour celui qui est victime d'un lourd défaut esthétique, cela peut se justifier. Mais les reprofiliages d'un visage tout à fait normal, les prothèses mammaires et autres liftings à répétition sont des opérations parfois fort pénibles. Les médecins et les cliniques qui les pratiquent ont renoncé au principe *Primum non nocere*, celui qui est à la base du serment d'Hippocrate, et l'ont remplacé par « *D'abord me remplir les poches* ». Une récente information fait froid dans le dos : en Chine et en Corée, un marché de dizaines de milliards de dollars par an se développe : celui de la chirurgie esthétique afin de « débrider » les yeux des jeunes Asiatiques. Après Michael Jackson qui s'est fait blanchir, ne voilà-t-il pas que les jolies femmes de

l'Empire du Milieu veulent ressembler aux héroïnes des mangas, aux yeux démesurément agrandis. C'est l'avidité de certains qui est débridée puisqu'on en arrive ainsi à ce stade suprême de ce qui est dénoncé, à cause de la « tyrannie de la beauté », par Mona Chollet : « *L'aliénation, (...) le fait de devenir étranger à soi-même, (...) une autodévalorisation qui étend ses effets à tous les domaines de la vie des femmes. Elle les amène à tout accepter, à faire passer leur propre bien-être, leurs intérêts, leur ressenti après ceux des autres ; à toujours se sentir coupables de quelque chose ; à s'adapter à tout prix, au lieu de fixer leurs propres règles, de suivre leurs propres buts* ».

Alain Adriaens

(1) Définition : monade, conscience individuelle, individualité en tant qu'elle représente à la fois un point de vue unique, original sur le monde et une totalité close, impénétrable aux autres consciences individuelles ou individualités.

(2) https://www.researchgate.net/publication/249322424_Lost_Milk_Counting_the_Economic_Va

(3) [https://fr.wikipedia.org/wiki/Parfum_de_femme_\(film\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Parfum_de_femme_(film)).

(4) Naomi Wolf, Quand la beauté fait mal, Document First, 1991

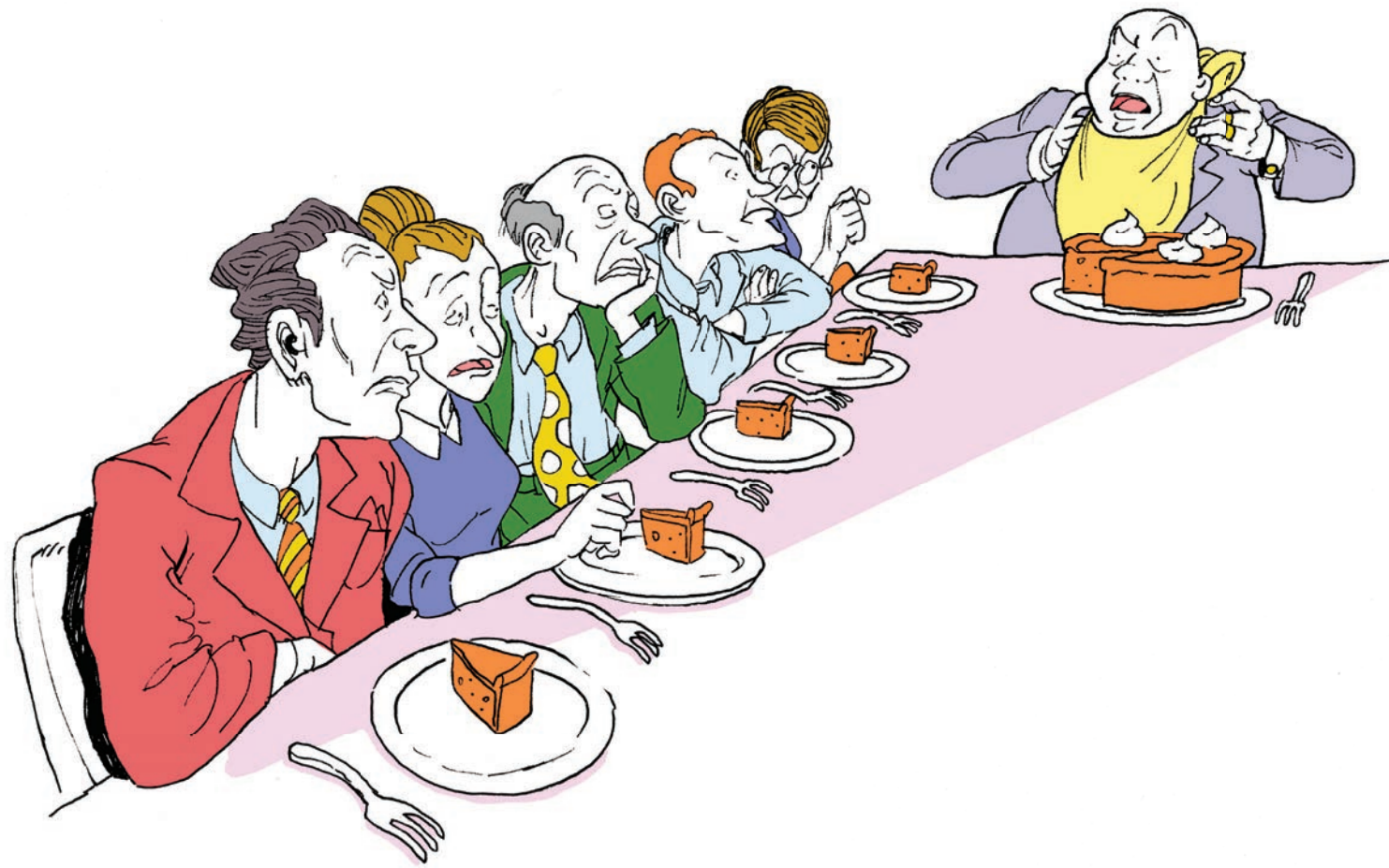
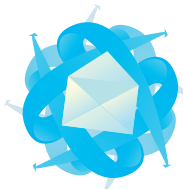


Illustration : Camilo Collao



COURRIER DES LECTEURS

• Expérience de lectrice

Assise dans le métro vers Lille, je déplie mon *Kairos*. Je veille à ne pas empiéter sur « l'espace genoux » de mon voisin - celui-ci tient dans sa main droite un appareil téléphonique intelligent à quelques centimètres de son appareil reproducteur (j'observe qu'il sabre des fruits colorés qui surgissent au bas de l'écran, ceci, à l'aide de son index). Son activité ne fait aucun bruit. Mon activité quant à elle, fait scrchchh scrchh. Je m'aperçois que feuilleter un journal c'est assumer d'occuper une petite partie de l'espace public. De se dévergondner. D'oser proposer un choix de « gros titre » lisible par un autre (que je ne connais pas) et de me soumettre à la tentation d'autrui de me juger en un regard. En route de Roubaix vers Lille, l'article de la page 4 titre « France.

Une démocratie simplifiée ». J'assume. J'accepte qu'un autre, par-dessus mon épaule, partage la vision du dessin illustrant l'article. J'observe longuement les illustrations de *Kairos*, j'aime prendre le temps de décortiquer le noir et le blanc, leurs nuances, sans caractère d'imprimerie cette fois. Elles me demandent souvent un peu de temps pour se laisser éclairer de sens. Sens de ces caractères sortis de leurs gonds. Ils chemineront avec ma pensée, mon humeur. Ma noirceur, ma candeur. La lenteur... J'apprécie plutôt cette exigence que m'impose mon cerveau à ce moment-là. Je déplie *Kairos*. Je saisis ce temps pour me laisser surprendre par la pensée d'auteurs qui m'invitent sur leurs terres philosophiques, leurs observations, études. Ces auteurs me suggèrent de remettre le temps de l'humain au cœur de ma pensée, ou la pensée de l'humain au cœur de mon temps. À cet instant où je déplie mon *Kairos*, je me sens augmentée. Je suis déjà un petit peu dans la tête de l'autre ou en route pour trouver le chemin. À la recherche de solutions, parcourant des lignes qui font confiance à mon intelligence, me suggèrent de vivre, de penser,

simplement mais sans simplifier. J'accepte de partager *Kairos* (en fait, j'attends secrètement) que quelque titre ou dessin suscite une réaction d'un de mes voisins-voisines de wagon afin que nous puissions échanger quelques mots. Je le dépose à côté de moi, ouvert sur une illustration, pour que quelqu'un s'en empare.

Nathalie

Merci à toute l'équipe de *Kairos*, cela fait chaud au cœur de voir que des choses changent, en effet je constate que les illustratrices du journal sont très majoritairement des femmes, merci à *Kairos* de leur ouvrir un espace,

Belle fin d'année, recevez tous mes vœux de santé, bonheur et réussites pour un 2018 encore plus décroissant.

Josiane (Suisse)

Kairos

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre : celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte.

Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique, et donc de la citoyenneté.

Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique.

Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. La citoyenneté est à ce prix... elle ne s'achète pas.

PRÉCISION :

NOUS AVONS INDIQUÉ DANS LE COURRIER DES LECTEURS DU KAIROS PRÉCÉDENT, QUE NOUS RÉPONDRIIONS AUX REMARQUES D'UNE LECTRICE À L'ARTICLE DE TÛLAY U MAY *POURQUOI DEUX SEXES* (KAIROS SEPTEMBRE-OCTOBRE 2017). SA RÉPONSE NOUS A FAIT CREUSER DANS LES MÉANDRES DES RÉFLEXIONS SUR LE SUJET, ET NOUS AVONS DÉCIDÉ DE DÉVELOPPER CE POINT, AVEC D'AUTRES CONNEXES, DANS LE NUMÉRO SPÉCIAL DE 2018, QUI SORTIRA DANS LES PROCHAINES SEMAINES.

DES LECTEURS NOUS PROPOSENT PARFOIS D'ALLER À LA RENCONTRE DES LIBRAIRES POUR PRÉSENTER ET FAIRE DÉCOUVRIR KAIROS, DANS L'OBJECTIF QU'ILS NOUS DISTRIBUENT. VOUS ÊTES NOTRE MEILLEUR RELAIS ! NOUS CHERCHONS DONC DES LECTEURS EN BELGIQUE, FRANCE, SUISSE, POUR PRÉSENTER KAIROS À LEURS LIBRAIRES PRÉFÉRÉS. CONTACTEZ-NOUS À [INFO@KAIROSPRESSE.BE](mailto:info@kairospresse.be), NOUS VOUS ENVERRONS DES ANCIENS NUMÉROS ET UN PETIT MOT EXPLICATIF À L'ATTENTION DES LIBRAIRES.

ABONNEZ-VOUS À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 € pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER! PARTAGER!